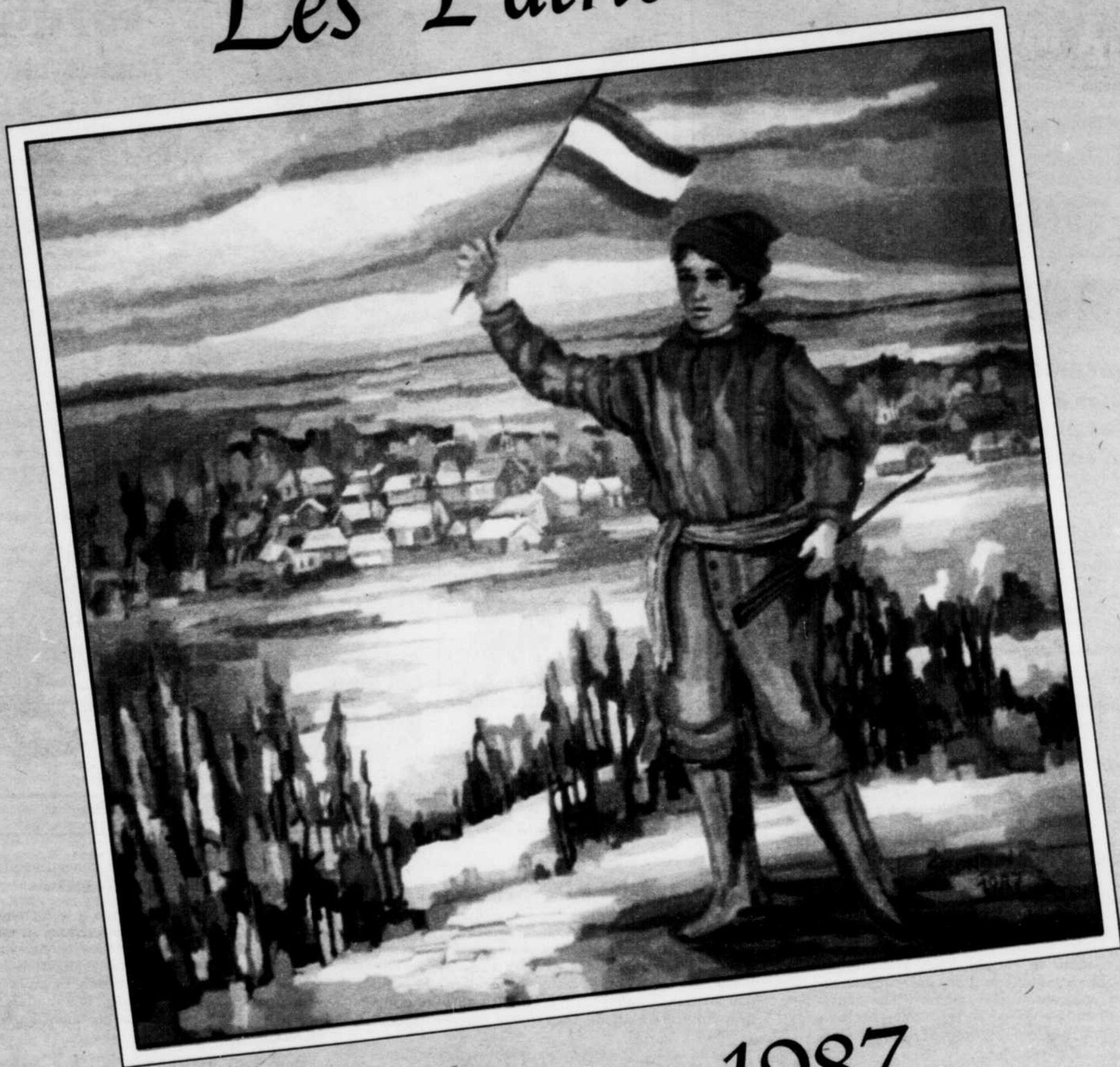


Les Patriotes



1837 — 1987

le nouvelliste

Au patriote René Lévesque

LE NOUVELLISTE est heureux de s'associer, gracieusement, à l'initiative du Comité des Patriotes et de son président et instigateur du projet, M. Maurice Carrier, en soulignant de façon importante le 150^e anniversaire des Patriotes de 1837 par la publication de ce cahier spécial.

Un grand patriote s'ajoute à cette liste impressionnante d'hommes et de femmes qui ont cru en l'avenir: il se nomme René Lévesque.

LE NOUVELLISTE dédie ce cahier spécial en hommage posthume à ce grand disparu, patriote du 20^e siècle.

Claude MASSON
Président-Éditeur

La toile de la page couverture est l'oeuvre de l'artiste Gaétan GRONDIN
professeur à l'Université du Québec à Trois-Rivières

À la mémoire de celles et ceux de 1837 qui ont cru en l'avenir

Notre avenir

*Le Nestor de notre village
Dont nous aimons les cheveux blancs
Toujours gai malgré son grand âge
Se plaît avec nous, jeunes gens
De ce qu'il a vu sa mémoire
A conservé le souvenir
Et ce qu'il sait de notre histoire
Lui fait prévoir notre avenir*

La Minerve, le 2 janvier 1837

1987 marque le cent cinquantième d'événements qui ont secoué le Bas-Canada, Québec d'hier. En ces années de 1830, le Bas-Canada était encore une colonie de la Grande-Bretagne et vivait, sous tous ses aspects, sous la domination d'une métropole. À Londres, les libéraux mettaient de l'avant des mesures propres à assainir la vie politique, à améliorer la qualité de vie des citoyens. Par contre, dans cette colonie, les représentants de Londres, bien nantis à même les ressources du sol: terres, forêts, pêcheries, administraient la colonie comme leur propre bien.

Les élus du peuple ou députés se butaient d'année en année au mur d'une oligarchie, "gouvernement où l'autorité est entre les mains de quelques personnes, ou de quelques familles". La coexistence devint impossible entre ces deux sources du pouvoir, ces deux "autorités". Et l'inévitable arriva: les gens d'ici dénoncèrent les abus du pouvoir, se portèrent à l'assaut des symboles d'un gouvernement que Londres soutenait. Un grand frisson s'empara du gouvernement qui adopta des mesures d'exception: mise à prix des têtes des chefs patriotes, suspension des droits des citoyens par la promulgation de mesures spéciales comme l'interdiction de se réunir,

comme le couvre-feu. Suspension de la constitution et création d'un Conseil spécial. Et aussi, en 1837, chasse à courre des patriotes tant de la Vallée du Richelieu que de la région des Deux-Montagnes, que des districts de Québec et de Trois-Rivières. En 1837, les Patriotes sont traqués, matés, punis! L'année d'après, en 1838, les troupes de Sa Majesté réprimeront la velléité d'instauration d'une République au Bas-Canada. La répression militaire, politique, étouffera à jamais tout rêve d'indépendance.

En ces temps troublés, des femmes, des hommes ont cru à la justice, à l'égalité des chances. Ils communiaient alors au grand vent de liberté, d'affranchissement, qui soufflait sur le monde occidental, de l'Amérique latine à la Grèce, à la Belgique, à la France, voire même à l'Angleterre où le Mouvement charliste opérait une véritable révolution.

Ces femmes, ces hommes d'ici ont cru à la dignité, à la liberté. Ils ont payé de leur sang, de leurs peines le droit de rêver justice, égalité.

En 1987, nous nous souvenons collectivement de leurs choix. Et nous les célébrons! Ils ont forgé dans

la chaîne de nos libertés un anneau capital: le respect des règles du jeu démocratique!

Ce cahier se veut hommage à la mémoire de ces femmes, hommes. Il restera comme un tribut à ce qu'il y avait de plus pur en elles, en eux: l'amour du pays! Ce pays habite leurs revendications, leurs luttes, leurs lettres, leurs chansons. Ce pays que Georges-Étienne Cartier chantait: "Ô Canada, mon pays, mes Amours"... ils, elles le portaient en leur coeur, en leur sang!

Merci aux collaboratrices, aux collaborateurs nombreux qui ont répondu chaleureusement à l'invitation de lever le voile sur un moment, un aspect de ces jours difficiles! Pour nous le signifier, nous le rendre intelligible!

Merci au journal Le Nouvelliste, à Monsieur Claude Masson, directeur-éditeur, à son équipe, d'avoir assumé la publication de ce document voué à la connaissance d'une page de notre histoire.

Maurice Carrier
Instigateur du projet

et
Président du Comité des Patriotes



Quand les députés se fâchent!

La courte session de 1837 (du 18 au 26 août) coupe définitivement les ponts entre l'administration coloniale et les membres de la Chambre d'Assemblée. Le ton est devenu si intransigeant qu'un modéré comme Joseph-René Kimber, député de Trois-Rivières et partisan de Papineau, se prononce contre l'adresse envoyée au gouverneur John Colborne. Il déclare "que la marche proposée par M. Morin, (Augustin-Norbert) tend à repousser le gouvernement par la force, que cette ligne de conduite est dangereuse et peut mener à la révolution". Cette déclaration rapportée par La Minerve du 7 septembre 1837 ne manque pas de réalisme car le climat politique survolté qui règne au Bas-Canada depuis 1830 ne peut que conduire à cette issue.

Les élections générales d'octobre 1830, à cause d'une nouvelle carte électorale qui fait passer de 50 à 87 le nombre de députés, vont permettre l'entrée d'un groupe de jeunes politiciens très sensibles aux revendications de la population, à l'idéal démocratique élevé et dont les idées radicales vont mener à une action plus violente. Deux nouveaux élus, Louis-Hippolyte La Fontaine et Augustin-Norbert Morin, n'ont que 23 et 27 ans au moment de leur élection. L'âge moyen des nouveaux députés est d'à peine 30 ans! Ils vont vite se rassembler autour du chef naturel des Canadiens français de l'époque, Louis-Joseph Papineau. Déjà "orateur" (président des débats), Papineau réclame depuis un bon moment le gouvernement responsable, c'est-à-dire que la Chambre d'Assemblée puisse contrôler les finances de la colonie et que le Conseil exécutif soit élu par l'ensemble des députés.

Mais ces réclamations d'ordre politique touchent moins la population de la décennie 1830 que le problème de concessions et de répartitions des terres, source de contestation depuis une bonne dizaine d'années. C'est que la surpopulation des seigneuries donne naissance à des revendications soutenues et de plus en plus étouffées contre le régime seigneurial, le mode de concession des terres et la spéculation d'importantes réserves de terre arable nécessaires à l'établissement d'une population agricole gonflée par un extraordinaire taux de natalité. Mais le lobby des "seigneurs", dont fait partie Papineau, seigneur de la Petite-Nation et quelques autres membres du Parti patriote, réussit à empêcher l'adoption de tout projet de loi pour soulager la population agricole: il faudra attendre l'abolition du régime seigneurial en 1854



L'HONORABLE AUGUSTIN-NORBERT MORIN.

Juge de la Cour Supérieure.

pour réaliser les objectifs des jeunes députés de 1830...

Les parlementaires se plaignent de l'ingérence du Conseil législatif, formé de personnalités généralement favorables au Gouverneur, majoritairement anglophones et dont la nomination à vie assure une continuité dont ne peuvent se prévaloir les membres de la Chambre d'Assemblée. En 1831, le Conseil législatif empêche l'adoption de plus de la moitié des projets de loi adoptés par la Chambre en servant de son "veto". L'année suivante, le Parti patriote met à son programme l'élection du Conseil législatif: Morin démontrera avec aisance que cette demande est conforme à l'esprit de la législation anglaise. Mais le conseil continue de "bâillonner" la chambre et le ton monte...

En 1834, en réponse au discours du Trône, le Parti patriote rédige un réquisitoire qu'il va porter jusqu'en Angleterre: les 92 résolutions vont être achevinées au Parlement impérial par leur auteur, Augustin-Norbert Morin, et par l'agent officiel de la province auprès de Londres, Denis-Benjamin Viger, cousin de Papineau. Mais la mission n'est pas couronnée de succès: les élections générales de cette même année viennent toutefois plébisciter le Parti patriote et les "modérés" comme John Nielson, Augustin Cuvillier, Frédéric-Auguste Quesnel, Andrew Stuart et J.F. Duval sont battus. Désormais, le dialogue cède le pas à l'affrontement.

Déjà la question des finances publiques fait l'objet de débats importants. En mars 1835, la Chambre vote un blâme au Gouverneur pour avoir refusé une autorisation pour les dépenses courantes de la chambre. Cette dernière réplique en ne votant pas les dépenses de l'année, sous de vagues prétextes. Le Gouverneur et son exécutif fanfouche puisent alors dans la caisse militaire, au grand scandale de la chambre. La querelle des subsides est nettement le sujet de la session de 1836 mais l'impasse persiste. C'est alors que Papineau et ses principaux lieutenants décident de tenir des assemblées publiques pour expliquer à la population les enjeux de ces querelles.

La population répond avec enthousiasme, sauf la région immédiate de Québec, la capitale: il faut dire que le Parti patriote est bien organisé, ne compte pas uniquement des parlementaires dans ses rangs mais possède des appuis extérieurs comme Ludger Duvernay, par exemple, éditeur-propriétaire de La Minerve, et agit comme un instrument de lutte pour l'émancipation politique des Canadiens français. Après l'adresse envoyée à Colborne, et la prorogation de la chambre par celui-ci, les dés sont jetés: les armes décideront du gagnant des débats engagés à la chambre!

Jean-Marc Paradis, professeur d'histoire à l'Université du Québec à Trois-Rivières

La vague patriotique à Trois-Rivières

Le jeu des influences locales!

Au début des années 1830, le Bas-Canada s'engage dans une lutte politique et sociale d'une envergure considérable, une lutte qui laissera des traces et marquera à jamais l'histoire nationale des Canadiens français. La destinée de ce peuple fier et riche de traditions l'amène à une prise de conscience, à une volonté humaine collective d'une rare intensité qui touchera, de fait, toutes les régions du pays. À Trois-Rivières, bien que moins visible, cet élan passionnel n'en fut pas moins fortement ressenti. Des situations certes, mais aussi des hommes jouissant d'une immense influence ont largement contribué à diriger, inconsciemment, l'agir trifluvien en cette période trouble.

Des nombreuses situations conflictuelles rageant alors dans le pays, celle des Forges du Saint-Maurice reflète particulièrement bien l'ensemble des positions antagonistes faisant l'objet de toute cette agitation collective. Préoccupés par l'essor économique de leur ville, les Trifluviens accusent les Forges d'entraver le développement de Trois-Rivières, pointant par le fait même la politique abusive du gouvernement anglais de Québec et ses multiples et injustes privilèges d'exploitation accordés à l'élite anglophone. Le grand débat de 1833 à l'Assemblée législative sur le cas des Forges ne fait que confirmer l'ampleur du problème, l'urgence d'une action concertée. Bien que décriée depuis des années par les députés canadiens, la bureaucratie du parti des fonctionnaires se dresse en véritable muraille et finit par reconduire le bail des Forges. Une autre gifle s'ajoute!

La colère se fait grandissante au pays et la région trifluvienne n'y échappe pas. D'ailleurs c'est à Trois-Rivières même, chez le Dr. Kimber, que se tient en septembre 1835 la grande réunion des membres libéraux du Conseil législatif et de la Chambre d'assemblée visant à établir la position à prendre devant la Commission royale chargée d'étudier les revendications. C'est à l'occasion de ce rassemblement historique que Papineau fait sa fameuse déclaration en se proclamant "républicain pour tout le continent". Trois-Rivières vit des moments intenses, de grande ferveur populaire.

Deux ans plus tard, en juillet 1837, Papineau s'amène en ville et prend le dîner chez... Ezéchiel Hart! Les Hart, qui contrôlent presque la moitié de la ville, ont acquis au cours des ans une renommée publique enviable dans la cité de Laviolette. Bien que bénéficiant d'une forte réputation dans les milieux anglophones, Hart n'hésite pas à s'afficher avec Papineau. Cela n'est pas sans déplaire à certains, d'ailleurs. Un seul autre notable anglais (Wagner) ose participer à cette réunion; tous les autres s'abstiennent. Mais dehors, l'histoire est tout autre. Une foule, nombreuse et bruyante, venue tant de la ville que des campagnes avoisinantes pour entendre et applaudir le grand tribun, manifeste son approbation au message répété du leader patriote.

Donc, même si Trois-Rivières ne participe pas directement à l'agitation armée des années 1837-1838, elle n'en demeure pas moins très impliquée émotivement dans ce conflit. Ce refus de passer par les armes s'explique en partie par l'influence considérable laissée par certaines personnalités trifluviennes. Ezéchiel Hart en est une. Son attitude modérée, qui l'a toujours bien servi au cours de sa carrière politique et financière, a sans doute incité plusieurs Trifluviens d'alors à appliquer cette conduite raisonnable et pondérée d'un de ses plus fidèles compatriotes.

La réputation et surtout la position prestigieuse d'individus socialement impliqués comme C.R. Ogden et René Kimber pèsent lourd également dans l'héritage politique local. Bien que moins évidente que celle de Hart, l'influence de C.R. Ogden n'en est pas moins significative. Député de Trois-Rivières de 1814 à 1833, Ogden est un homme puissant et craint dans la cité. Ami intime de Colborne, Ogden se veut l'ardent défenseur de l'administration anglaise qui n'hésite pas, durant les troubles, à investir cet homme intransigeant de tous les pouvoirs nécessaires à la poursuite judiciaire des Patriotes. C'est cet homme coriace qui prend également les mesures drastiques pour le transfert des prisonniers politiques aux Bermudes. Son énorme pouvoir sur la société trifluvienne contribua, probablement dans une large mesure, à refroidir les esprits les plus belliqueux de la communauté.

Mais l'individu qui façonne le plus les consciences locales à l'époque, c'est vraisemblablement René Kimber. L'homme fort des Patriotes à Trois-Rivières. Député de la ville de 1832 à 1838, ce Patriote convaincu désire à tout prix combattre l'administration anglaise mais sur le champ constitutionnel uniquement. Très impliqué avec Papineau au début de son mandat comme député (à preuve la réunion de septembre 1835), il se déclare ouvertement contre la levée des boucliers, contre l'insurrection armée. Dans une lettre adressée au gouverneur en chef du 22 juin 1837, il s'avoue d'ailleurs "sujet anglais réformiste et non un sujet révolutionnaire." Ce manque de combativité semble décevoir Papineau qui voyait en lui un leader au potentiel illimité. C'est Kimber qui empêche finalement les Trifluviens de suivre Papineau dans le mouvement de rébellion. Sa forte emprise sur le milieu en décide plusieurs à opter pour la voie pacifiste.

Comme on peut le constater à la lumière de certains faits, Trois-Rivières manifesta beaucoup d'intérêt à la vague patriotique du siècle dernier. Elle participa, à sa manière, à cette noble cause. Cependant, le rôle qu'elle y joua dépendit probablement beaucoup plus de la puissance et de l'influence de ses têtes d'affiche locales que celles de Papineau lui-même!

Mario Audet
Archiviste à l'Université du Québec à Trois-Rivières

À propos de PATRIOTES

Au printemps de 1834, les Quatre-vingt-douze Résolutions, longue énumération des griefs des Canadiens, contraignent l'opinion publique à se déterminer en faveur du programme du parti de Papineau ou en faveur du parti du Statu Quo, nom donné à l'autre faction politique. La fidélité, le bon sens et le patriotisme sont réclamés comme un monopole pour chaque formation.

Dès 1834, cependant, les élections répétées, les réunions populaires fort nombreuses, presque référendaires, dirait-on aujourd'hui, accréditent l'identification qui se fait de l'épithète "patriote" pour désigner le parti de Papineau. Aussi importe-t-il, pense-t-on dans le camp adverse, d'en restreindre le sens, de le rendre péjoratif. L'Ami du Peuple, de l'Ordre et des Lois, de Pierre-Édouard Leclère et John Jones, et les Sulpiciens de Montréal, en trace pour sa part le portrait suivant:

Les Patriotes en 1834

Chaque jour, ami lecteur, cet éternel mot de 'patriote' résonne cent fois à tes oreilles; chaque jour tu le lis à chaque page, à chaque colonne des journaux que tu te condamnes à lire... Ce mot te poursuit partout. Partout il te fatigue. Mais dis-moi, sais-tu ce que c'est qu'un patriote? Peux-tu te définir à toi-même, ce qui constitue cet être fanatique? Sans doute que plus d'une fois tu t'es demandé sérieusement, qu'est-ce que le patriote?... et jamais peut-être tu n'as pu décider cette question. Il en est de tant de formes, de tant de genres différents, qu'il est presque impossible d'en constater une espèce particulière.

Essayons pourtant de tracer un tableau de cette classe intéressante, et voyons si le public y reconnaîtra l'image de ceux que je veux prendre.

Le patriote du Bas-Canada, en 1834, est une espèce d'être nul et insignifiant, sans autre morale que son titre et sa continuelle déraison de dire à tout le monde: "Je suis patriote." Le patriote vit essentiellement de nouvelles vraies ou fausses, d'idées de révolution, et de démocratie.

Le patriote dîne et se rassasie en lisant la Minerve et s'endort en lisant l'Écho. Il sait par coeur l'air de la Parisienne, sur lequel il chante la chanson du jour, composée par un de ses confrères.

Le patriote est généralement athée, mais il croit à Papineau. Il réfute Neilson; il adore la chambre et déteste le conseil; il est essentiellement égoïste et froid.

S'il vous arrive de vous rencontrer dans une assemblée de patriotes et qu'on vienne à parler d'individus peu connus à cette société, vous n'entendez point demander: "Cet homme est-il honnête homme / ou, cet homme a-t-il des talents?" Tout cela est superflu. La seule question admise est celle-ci: "Est-il patriote?" C'est là la grande règle, à mesure universelle de tous les mérites ou démérites.

Malheur aux patriotes s'il lui arrive de rencontrer un bureaucrate dans la rue, et si, conservant encore pour un ancien ami des sentiments d'estime et de considération, il a l'effronterie de le saluer ou de lui rendre un

salut; trois fois malheur s'est est assez coupable pour lui parler; aussitôt un essaim de patriotes qui l'a vu (car les patriotes voient tout) va l'assaillir de tous côtés et lui reprocher amèrement sa noire perfidie. Le patriote doit tout adjurer pour le patriotisme; c'est là sa vie, son essence, ce doit être son unique désir. Que si vous lui demandez quelles sont ses opinions, sur quoi il les fonde, il l'ignore, il ne peut vous le dire; mais ce qu'il sait, c'est qu'il est patriote. Pour toute autre réponse il vous renvoie à M. Papineau. M. Papineau est patriote et vous répondra; pour lui il ne peut le faire, il n'est pas instruit, on n'est pas tenu d'être instruit lorsqu'on est patriote, cette réalité seule suffit pour être un citoyen considéré.

Le patriote se rend aux assemblées politiques, il considère l'état de la province, il a sur sa table tous les discours de M. Papineau et la circulaire de M.A. Girod, il a toujours trente sous au service de l'ambassadeur patriote en Angleterre ou de la presse qui doit imprimer la chanson patriotique.

Le patriote aime à se promener dans les rues pour observer et lire les affiches; il porte toujours dans sa poche un morceau de craie pour écrire sur les murs les inspirations de son patriotisme. Le patriote lance une pierre avec adresse et s'entend très bien à casser les vitres.

Le vrai patriote ne fume qu'avec sa pipe et du tabac canadien.

Il ne fréquente pas lieux où se trouvent des bureaucrates. La maladie est contagieuse, dit-il, et le patriote est faible; aussi le voit-on rarement aux églises.

Le patriote connaît sur le bout des doigts l'histoire du 21 mai, il sait par coeur le nom des trois morts et quelque soit la demande que vous pouvez lui faire, il répond à tout par le 21 mai. (1832)

Il déteste cordialement les Anglais, l'Ami du Peuple et tous ceux qui osent y souscrire. En un mot, le patriote est un homme rempli de préjugés parlant à tort et à travers de ce qu'il ne connaît pas; ne jugeant que d'après les autres et s'imaginant pourtant qu'il est un grand homme parce qu'il se dit un grand patriote.

Maurice Carrier, professeur d'histoire à l'Université du Québec à Trois-Rivières et directeur scientifique de la Collection Robert-Lionel-Seguin



Un défenseur de Saint-Denis suspend son tir pour "bourrer" sa pipe à même la traditionnelle blague à tabac faite d'une vessie de porc.

Les insurrections de 1837-1838 et les forces armées

En 1837, au moment où éclatent les troubles dans le district de Montréal, le gouvernement colonial dispose alors de deux types de forces armées pour le maintien de l'ordre et de la paix: l'armée régulière britannique et la milice sédentaire canadienne. Très tôt, cependant, devant la gravité des événements et l'insuffisance des troupes, de nouveaux régiments de volontaires seront formés. Comment donc sont organisées ces forces? Qui sont ces militaires de carrière et ces "soldats d'un jour"? Voilà ce que nous tenterons de découvrir au cours du bref exposé qui suit.

La milice canadienne, d'abord, est formée de tous les citoyens aptes à porter les armes. Tous les hommes âgés de 16 à 60 ans sont enjoint de servir et de se pourvoir à leurs frais d'un mousquet ou d'un fusil. En temps normal, ils ne sont pas armés, ils ne portent pas l'uniforme, ne sont ni payés ni instruits. Cette force peut toujours être appelée afin de parer à une situation critique et est toujours en mesure de fournir des hommes pour les unités spéciales de volontaires levées pour une plus longue durée de service.

La milice sédentaire se distingue donc ici de la milice volontaire: la première est dite "sédentaire" parce qu'elle est composée de tous les citoyens aptes à porter les armes et que ceux-ci ne sont appelés que pour une très courte période; la seconde est composée de citoyens qui servent activement et volontairement pour une longue période et se déplacent sur de longues distances. Quelques unités de milice volontaire existaient déjà au moment où éclatèrent les insurrections de 1837, mais plusieurs autres furent levées spécialement à l'occasion des troubles afin de prêter main-forte à l'armée régulière.

En somme, la milice (sédentaire ou volontaire) constitue

l'une des Forces armées sur lesquelles s'appuyait le gouvernement colonial pour le maintien de la paix.

La particularité importante du système militaire canadien de cette époque est la présence au pays d'une forte garnison de troupes régulières britanniques - il n'existe pas encore, avant 1855, d'armée régulière canadienne proprement dite - donc l'entretien, assez coûteux, est assuré par l'Angleterre. Les soldats réguliers britanniques qui partaient pour les colonies de l'Amérique du Nord y restaient habituellement sept ans. La solde n'était même pas d'un penny par jour. Les hommes du rang devaient partager souvent la chambrée avec une centaine de compagnons; ils étaient couchés sur des matelas de paille, dans des draps que l'on changeait une fois par mois. La ration quotidienne était d'une livre de pain et d'une demi-livre de viande que l'on faisait cuire dans la chambrée. Sur la centaine d'hommes de la chambrée, six étaient autorisés à vivre avec leurs femmes: le couple s'installait dans la chambrée avec, pour toute intimité, une couverture que l'on suspendait pour la nuit. Les femmes recevaient des demi-rations et les enfants encore moins. Elles faisaient la cuisine et la lessive... pour la troupe et les officiers. Les veuves de militaires n'avaient droit à aucun secours; aussi, on s'en doute, la plupart se remariaient sans tarder (en 1840, une femme eut trois maris en six mois!). Les officiers réguliers, quant à eux, étaient généralement des fils de bonne famille britannique qui avaient acheté leur brevet - cela était possible à l'époque. Chaque officier avait sa chambre, ses meubles et son ordonnance qui servait le thé, lavait les uniformes, nettoyait les armes et étrillait les chevaux. Au mess, on mangeait venaison et fromages

fins, accompagnés de bons vins. Les officiers britanniques n'avaient pas la vie dure au Canada. Un bon nombre tenaient des journaux dont plusieurs furent publiés en Angleterre.

À la fin de 1838, on comptait près de 14,000 soldats réguliers britanniques. Leur nombre avait rapidement et considérablement augmenté au fur et à mesure que l'on puisait dans les effectifs des autres colonies pendant les insurrections.

Dans toutes les opérations et campagnes, les forces régulières britanniques au Bas-Canada furent appuyées par les miliciens, que ce soit à Saint-Denis, à Saint-Charles, à Saint-Eustache ou ailleurs. Les expéditions comptaient habituellement des détachements de cavalerie et d'infanterie et des pièces d'artillerie. Les Forces régulières britanniques furent également impliquées directement dans la garde des Patriotes prisonniers à la prison de Montréal et dans les procès tenus par la cour martiale à partir du 28 novembre 1838.

Au cours des lignes qui précèdent, nous avons tenté de dresser un très bref tableau de l'organisation et des forces militaires en présence lors des événements de 1837-1838 dans le Bas-Canada. Somme toute les profanes dans les questions militaires ont-ils trouvé là un certain éclairage et quelques éléments de réponse à leurs questions sur l'une des périodes les plus troublées de notre histoire. Si tel est le cas, l'auteur ne s'en trouvera que plus satisfait.

Daniel Robert, M.A.
Conservateur du Musée militaire
du 12e Régiment blindé du Canada à Trois-Rivières

L'idéologie des Patriotes

Les rebellions de 1837-1838 s'inscrivent dans un contexte de tensions démographiques, de crise économique, de luttes politiques et de conflits ethniques qui sont autant de facteurs de cette révolution avortée destinée à conquérir l'indépendance du Québec. Mais comment ne pas s'étonner que l'objectif poursuivi par les Patriotes soit sans relation apparente avec certains des facteurs qui ont provoqué leur action révolutionnaire. C'est que tout mouvement social, toute révolution est orientée par une idéologie, c'est-à-dire un discours mobilisateur visant à définir les différentes facettes de la situation sociale et à les interpréter de manière à inciter à l'action projetée. On aura donc compris que l'idéologie est produite par les classes sociales ou les groupes qui ont des intérêts à ce que l'action soit orientée dans le sens défini.

Nouvelles élites et nationalisme

Au début du XIXe siècle, la croissance des activités commerciales dans la colonie basse-canadienne (Québec) et l'expansion démographique favorisant la constitution d'un nouveau groupe social que l'on désigne habituellement du nom de petite-bourgeoisie. Ce groupe est formé des membres des professions libérales et des marchands oeuvrant surtout dans le commerce de détail. Alors qu'il n'y a au Bas-Canada que 48 notaires et 9 avocats canadiens-français en 1791, on en compte 324 et 122 en 1838. Ce nouveau groupe social dont les effectifs croissent rapidement aspire à diriger la nation et, pour ce faire, à supplanter les leaders traditionnels que sont les seigneurs et le clergé. Il souhaite participer aux décisions gouvernementales afin d'orienter les politiques en fonction des intérêts des Canadiens français dont la grande majorité vit d'agriculture. Leur accès au pouvoir fut facilité par l'Acte constitutionnel de 1791 par lequel le gouvernement britannique formait deux colonies, le Haut et le Bas-Canada, et même les territoires actuels de l'Ontario et du Québec et octroyait à chacune d'elles une chambre d'assemblée élue. Ces nouvelles élites en vinrent rapidement à occuper la majorité des sièges à cette assemblée du Bas-Canada. Ainsi le parlementarisme leur offrait une source supplémentaire de prestige, ce qui leur permit de rivaliser avec les seigneurs et le clergé et de se faire reconnaître comme principaux leaders de la nation.

Opposition aux politiques commerciales britanniques

La constitution de 1791 instituait trois paliers de gouvernement: à la chambre d'assemblée élue, elle ajoutait un conseil législatif formé de gens nommés et un conseil exécutif présidé par le gouverneur. Le conseil législatif était destiné à donner une partie du pouvoir aux grands propriétaires fonciers et aux commerçants que le gouverneur désignait. Donc deux chambres, l'une élective que la petite-bourgeoisie majoritairement canadienne-française en vint rapidement à occuper, l'autre sélective constituée presque exclusivement de Britanniques.

Très tôt au début du XIXe siècle, les conflits de plus en plus systématiques surviennent entre les deux chambres et paralysent l'administration coloniale. La petite-bourgeoisie s'oppose aux administrateurs et aux hommes d'affaires dont les intérêts commerciaux sont perçus comme opposés à ceux des agriculteurs et de la nation tout entière. Les deux groupes s'affrontent sur tous les fronts à la fois, et comme il s'agit d'une part de Canadiens français et

de l'autre de Britanniques, la lutte qui s'engage au début du siècle et qui trouve son point culminant dans les rebellions prend la coloration d'une lutte ethnique. Mais il y a lieu de montrer qu'il s'agit aussi d'une lutte de classes et d'un combat pour l'émancipation nationale mené principalement par la petite bourgeoisie qui croit par cette voie accéder au pouvoir et mieux servir les intérêts de la nation.

Mais en quoi les intérêts commerciaux heurtaient-ils ceux de la majorité des Canadiens français tels que définis par les élites? La réponse n'est pas simple car l'interprétation de leurs débats et de leurs arguments est souvent brouillée par la volonté d'affaiblir politiquement l'adversaire en s'opposant systématiquement à ses réalisations. Ainsi le parti Patriote et Papineau s'opposèrent aux banques mais collaborèrent à la fondation de la Banque du Peuple, ce qui incite à penser que leur opposition n'était pas tant dirigée contre les banques que contre le contrôle exercé par la bourgeoisie britannique.

Quoi qu'il en soit, la volonté d'édifier au Canada une section de l'empire commercial britannique entraînait inévitablement des changements aux coutumes et aux modes de vie des Canadiens français qui vivaient en grande majorité de l'agriculture. Il fallait d'abord abolir ou réformer le système seigneurial et le droit coutumier français auxquels ils étaient restés attachés, mais qui étaient devenus des anachronismes dans une société dominée par le capitalisme commercial, car ils rendaient impossibles les emprunts sur les immeubles grevés de redevances seigneuriales.

Il fallait aussi encourager l'immigration britannique afin d'accroître dans la colonie la consommation et la capacité de production; ces nouveaux arrivants apparaissent comme des concurrents des Canadiens français sur le marché de l'emploi et sur celui de l'accès à la terre. Il fallait surtout moderniser les structures administratives, accroître les services gouvernementaux, créer des institutions municipales, fonder des bureaux d'enregistrement des hypothèques, instituer des infrastructures commerciales et lever des impôts fonciers pour financer l'ensemble de ces nouveaux services que la paysannerie était loin de juger nécessaires.

Pour contrer le projet de société dominé par les Britanniques, la chambre d'assemblée va s'opposer presque systématiquement à toutes politiques susceptibles de favoriser la bourgeoisie et tenter de se donner par cette stratégie un moyen de négocier la réalisation des intérêts des Canadiens français.

Par exemple, en 1805, alors qu'il était question de lever une taxe pour financer la construction de prisons, l'assemblée s'oppose à ce que ce soit un impôt foncier qui en répartirait le poids sur l'ensemble des contribuables et propose plutôt une taxe douanière qui pesait uniquement sur ceux qui pratiquaient le commerce international. Ce n'est là qu'un exemple qui illustre les difficultés d'entente entre les deux chambres d'assemblées et les deux classes sociales qui les occupaient. Plutôt que de multiplier les exemples, arrêtons-nous à celui du financement de la canalisation du Saint-Laurent qui envenimera leurs relations pendant une vingtaine d'années.

L'aménagement de la voie fluviale était devenu une nécessité depuis que les Américains, en 1817, avaient commencé à construire le canal Érié pour détourner vers le port de New York le trafic des Grands Lacs qui devaient naturellement s'écouler par le Saint-Laurent. Les commerçants de Montréal et de Toronto pressaient le gouvernement d'agir. Qui allait payer pour ces travaux coûteux? La chambre d'assemblée refusait de voter les budgets pour des travaux qui allaient être exécutés en grande partie à l'extérieur du territoire. Elle refusait aussi de rené-

gocier le partage des douanes entre les deux colonies et contrôlait ainsi les bénéfices du trafic du Haut-Canada par le Saint-Laurent.

Face à cette opposition qui paralysait le système politique bas-canadien et nuisait efficacement aux intérêts du commerce, les dirigeants britanniques demandèrent à Londres d'unir les deux colonies et de placer par ce moyen les Canadiens français en minorité pour qu'ils ne puissent plus s'objecter à leurs intérêts. Cette attitude allait provoquer une radicalisation des positions des Canadiens français.

Démocratie et indépendance

Jusqu'aux années 1820, les chefs du parti Canadien (qui deviendra le parti Patriote) admirèrent les institutions britanniques. Malgré les difficultés de leur lutte contre la bourgeoisie coloniale, ils ont confiance en la monarchie parlementaire et constitutionnelle et sont reconnaissants envers la Grande-Bretagne de leur avoir accordé le parlementarisme.

Papineau dit mépriser "l'anarchie démocratique" telle qu'elle se pratique aux États-Unis pour y préférer la monarchie parlementaire anglaise. Cependant, petit à petit, au gré des résistances des administrateurs à leurs revendications, leur pensée évolue vers la démocratie.

Au début des années 1830, ils réclament l'indépendance du judiciaire, l'élection du conseil législatif et la responsabilité de l'exécutif vis-à-vis la chambre d'assemblée (responsabilité ministérielle). Ces demandes impliquaient presque l'indépendance du Bas-Canada. Au gouvernement britannique, ils ne laissaient que la responsabilité de "décider de la paix et de la guerre et des relations commerciales avec l'étranger". Ainsi s'exprimait Papineau, le chef du parti Patriote en s'adressant à des électeurs de Montréal. Et il ajoutait: c'est ce que les différentes parties de l'Empire prendront de force si l'on n'est pas assez juste pour le leur donner. En fait, l'horizon politique des Canadiens français leur paraissait tellement bloqué que, dès 1830, certains membres du parti Patriote pensaient déjà à la nécessité d'un soulèvement armé pour obtenir que la volonté de la majorité l'emporte.

Il est certain que ces seules causes politiques, aussi sérieuses soient-elles, n'ont pas entraîné la population dans un soulèvement armé. Mais elles ont pesé lourd dans une balance déjà bien chargée par la désorganisation de la culture du blé, la crise économique, les épidémies de choléra et les tensions démographiques dont on rendait responsable le gouvernement britannique.

La démocratie que réclamaient les Patriotes ne pouvait être acceptée par le gouvernement londonien car elle impliquait pratiquement l'autodétermination des Canadiens français qui étaient grandement majoritaires dans leur province. Mais après l'échec des rebellions et après la mise en place de l'union des deux colonies qui plaçait les Canadiens français en minorité, le gouvernement londonien consentit à accorder au Canada la responsabilité ministérielle, c'est-à-dire la démocratie. C'est à se demander si, contrairement à ce qu'on prétend généralement, l'octroi de la démocratie est un résultat lointain de l'action des Patriotes. Ne serait-ce pas plutôt la conséquence de la minorisation des Canadiens français qui ne pouvaient plus s'objecter efficacement au progrès des intérêts de la bourgeoisie?

René Hardy, professeur d'histoire à l'Université de Québec à Trois-Rivières

Un patriote de la région de Trois-Rivières: Joseph-Edouard Turcotte

Cent-cinquante ans après les Troubles de 1837, on en ignore encore bien des aspects. On connaît certes l'essentiel: les idées des patriotes, les chefs du parti, les principaux sympathisants, les moyens de pression employés, les combats engagés et leurs conséquences. On a étudié l'impact du mouvement dans les régions de Montréal et de Québec, mais que sait-on pour le reste de la province, pour la région de Trois-Rivières, par exemple? Je n'ai pas moi-même consacré d'étude à la question. Mais je l'ai abordée indirectement en faisant la biographie de Joseph-Edouard Turcotte.

Joseph-Edouard Turcotte est connu à Trois-Rivières par la vaste résidence qu'il a fait élever au bord du fleuve, présentement occupée par le CLSC Les Forges, et par la terrasse qui porte son nom. On sait aussi qu'il a été maire de Trois-Rivières de 1857 à 1863, député de Saint-Maurice de 1841 à 1844 et de 1851 à 1854, de Maskinongé de 1854 à 1858, de Champlain de 1858 à 1861, de Trois-Rivières de 1861 à 1864. Mais qui sait que Turcotte a été un des Patriotes des années 1830?

Né à Gentilly en 1808, Turcotte a étudié au Séminaire de Nicolet de 1821 à 1829, puis il a "pris la soutane" et enseigné dans son alma mater pendant un an. Mais, revenu à l'état laïque en 1831, il opte pour le droit et fait "sa cléricature" à l'étude d'Elzéar Bédard à Québec. Il est alors placé au cœur de l'action politique: il croise les rédacteurs des Quatre-vingt-douze Résolutions, dont Papineau lui-même, à la Chambre d'assemblée où il est copiste, il entend les ténors du parti patriote. Il fait même une option: lorsque Bédard devient modéré et se sépare de Papineau, Turcotte prend parti pour ce dernier.

Les premières manifestations de l'engagement de Turcotte se situent en 1833-1834, et prennent la forme littéraire. Il écrit des poèmes politiques qu'il adresse aux journaux. Il y fait d'abord l'apologie de Papineau qu'il compare aux plus grands libérateurs de la Bible, à Moïse, au Christ même, tandis que les "modérés" sont comparés aux Juifs infidèles:

*De leur joug la main nous délivre,
Et nous avons comme au grand livre,
Nos docteurs de l'ancienne loi;
Dans leur tendre sollicitude,
Et pour sauver la multitude,
Criant: Il veut se faire roi!*

*A nos frères qui l'abandonnent,
Quand tes prodiges les étonnent:
Qui près de recevoir encore*

*La Table à ta vertu commise
Et près de la terre promise
Vont sacrifier au veau d'or...*

A l'Hon. L.J. Papineau

Les poèmes de Turcotte lancent aussi des appels à l'émancipation du joug britannique:

*Un peuple doit choisir quand il voit réunis
La hache de la Pologne et les fers de l'Irlande,
Et qu'il voit la guirlande
Qui pend au front sacré de nos États-Unis.*

Poème sans titre



Joseph-Edouard Turcotte

*Nous, nous fixâmes notre étoile,
L'astre du peuple canadien:
Et l'ange à figure connue,
Planait au-dessus de la nue
Pour nous montrer la liberté...*

Le retour

Turcotte n'écarte par le recours aux armes comme moyen de réaliser l'émancipation. Il écrit:

Peuple, vous êtes souverains!

Hommes, vous êtes tous égaux!

Un peuple est le maître de soi.

*(...) les armes peuvent reprendre
Des droits par les armes acquis...*

A l'Hon. L.J. Papineau

Enfin, il croit la libération imminente:

*(...) la tyrannie
S'agite d'un puissant effort.
C'est sa convulsive agonie,
L'avant-courrière de sa mort.*

L'anniversaire du grand meurtre

Certes les poèmes politiques sont fréquents dans les journaux de cette période. Mais ceux de Turcotte se distinguent par leur caractère virulent, radical, révolutionnaire même.

Mais Turcotte ne se contente pas d'écrire, il passe à l'action. Au cours des débats pré-révolutionnaires de l'été et de l'automne 1837, il prend la parole dans des assemblées publiques, comme celle dont fait état Le Canadien du 27 juin 1837, dans laquelle il appuie le Patriote-radical Micheal Connolly à l'élection pour la Basse-Ville de Québec.

Et quand, à l'automne, la situation devient plus tendue et que l'affrontement se dessine, Turcotte participe à la fondation du comité permanent de Québec qui est créé sur le modèle du comité permanent de Montréal, dans le but d'organiser la résistance politique. Puis, laissé en liberté aux premières heures des Troubles, alors que plusieurs de ses compagnons sont emprisonnés, il proteste publiquement contre les arrestations effectuées. Ainsi, le 19 novembre, il harangue une foule de plus de mille manifestants réunis au marché Saint-Paul. Le Morning Herald du lendemain le blâme en ces termes: "Le braillard Turcotte fit parler la sédition tout à son aise."

Désormais, c'est par ses plaidoiries que Turcotte sert la cause des patriotes. Ainsi, en décembre 1838, à Trois-Rivières où il vient semble-t-il de s'installer, il gagne l'habeas corpus pour Célestin Houde, cultivateur de la Rivière-du-Loup (Louiseville), arrêté pour "manoeuvres séditionnaires". Il est alors complimenté par le juge Vallières de Saint-Réal pour la manière habile dont il lui a arraché la liberté de l'accusé. Quelques semaines plus tard, il tente, en vain

cette fois, d'obtenir l'habeas corpus en faveur de Joseph-Guillaume Barthe, d'Yamaska, accusé de haute trahison.

Dans la suite, lorsque la Rébellion est complètement matée et que les chefs patriotes ont pris le chemin de l'exil ou la voie du silence, Turcotte reste en contact avec Ludger Duvernay, qui a fui aux États-Unis. Dans la correspondance échangée avec Duvernay, Turcotte se montre farouchement anti-britannique et confiant de voir triompher "la cause de la liberté".

Il rapporte à Duvernay que se prépare, sous l'influence du clergé, une opposition à l'Union du Bas et du Haut-Canada qui vient d'être votée, et une demande à l'effet de retourner à la constitution de 1791. Turcotte désapprouve toute intervention auprès du gouvernement britannique qu'il juge sanguinaire; il y voit une trahison et il préfère, pour le moment, une espérance patiente:

Il y a des gens qui ont l'âme assez basse pour vouloir s'adresser à un gouvernement qui s'est abreuvé du sang de leurs concitoyens, sans parler de l'exil... Quant à ceux qui sont vraiment pour la cause de la liberté de leur pays, ils dédaigneront de s'adresser au gouvernement anglais pour n'importe quelle demande et ils attendront en silence que la justice de leur cause et la Providence viennent à leur secours... Adieu, ne vous découragez pas, espérez et croyez qu'il y a encore au Canada beaucoup de bons Canadiens à la tâche.

Il convient ici de souligner que Duvernay, à qui s'adressent ces lignes, est le fondateur de l'Association des Frères Chasseurs qui, aux États-Unis, continue de rêver d'intervention armée. Ainsi, l'échec de la Rébellion, la répression qui a suivi et l'Union qui est votée ne font que différer le rêve révolutionnaire, "indépendantiste" de Turcotte.

Par la suite, Turcotte se range. Il hésite encore un moment mais, dans les années 1850, il accepte le régime. Il devient même président de la Chambre en 1862. Il n'en reste pas moins qu'il a eu une "jeunesse" patriote et que sa biographie nous a révélé le type du "Patriote ordinaire", ni chef d'éléments biographiques sur la trentaine de Patriotes qu'on a pu recenser pour la grande région de Trois-Rivières, nous serions sans doute mieux renseignés sur l'impact du mouvement patriote dans cette région.

Louissette Pothier, professeur d'histoire au Séminaire de Sherbrooke

Joseph Légaré, artiste peintre et patriote

Au Québec, le XIXe siècle se caractérise par plusieurs remous sociaux, économiques et politiques. Des conflits de langue, de pouvoir, de religion opposent Britanniques et Canadiens français, et s'expriment par de nombreux discours et écrits. D'autres formes de langage expriment ces malaises, notamment le langage artistique. A cette époque un artiste, entre autres, traduit fortement à travers ses oeuvres picturales son engagement sociopolitique.

Joseph Légaré est né en 1795 à Québec. Dès 1812, il devient apprenti chez Moses Pierce. Sa tâche consistait à peindre des voitures, des enseignes, des appartements, à effectuer des travaux de dorure et occasionnellement à restaurer des tableaux. D'ailleurs en 1817, l'arrivée des toiles de la collection Desjardins influence l'orientation de sa carrière. Les premières années de sa vie artistique sont consacrées à exécuter un grand nombre de copies de toiles ou de gravures religieuses. Il peut ainsi raffiner et perfectionner ses techniques picturales. Légaré s'impose comme peintre.

La production de Légaré est très diversifiée, il y met beaucoup d'émotion. Sa peinture est indissociable de ses multiples préoccupations sociales, politiques et culturelles. Durant sa vie, il peint 250 oeuvres dont une centaine de tableaux religieux, un nombre restreint de portraits,

plusieurs paysages, des épisodes de la vie de son temps et des allégories historiques. Notons que si Légaré put peindre les sujets de son choix sans attendre un cent, il le doit à une aisance matérielle basée sur des biens immobiliers.

Artiste, Légaré est aussi un habile collectionneur et diffuseur. Dès ses débuts, il acquiert une trentaine d'oeuvres de la collection Desjardins, qu'il expose par la suite. En 1845, il est l'un de ceux qui proposent aux autorités municipales la création d'une galerie nationale à Québec, afin d'entretenir le goût des beaux-arts au pays et d'en faciliter l'accès à la jeunesse. Cette demande reste hélas sans lendemain.

Par sa production artistique Légaré est un peintre engagé. Plusieurs sujets de ses oeuvres ont été inspirés par ses préoccupations sociopolitiques. Il s'engage à fond face aux problèmes qui marquent son époque. C'est surtout à partir de l'épidémie de choléra de 1832, qui frappe la ville de Québec, que Légaré manifeste son intérêt pour la ville et ses concitoyens. D'ailleurs, il nous reste aujourd'hui le tableau qu'il en a fait. L'expression de souffrance et de désolation y est très présente. On y retrouve une forte caractéristique de son tempérament.

Légaré n'hésite pas à prendre position sur des questions relatives au progrès et, à partir de 1827, il devient un admirateur de Louis-Joseph Papineau. En 1834, il est

parmi ceux qui font signer la pétition en faveur des 92 résolutions, où griefs et demandes de la Chambre d'assemblée se retrouvent. En 1837, il peint un paysage du monument à Wolfe qui est une allégorie liée aux idées politiques des troubles de 1837-38. Wolfe y symbolise le conquérant, auquel un Indien, défenseur du pays, rend les armes. En 1842, il peint la bannière de la société Saint-Jean-Baptiste de Québec dont il est un des fondateurs.

Légaré s'impose encore comme peintre paysagiste. Le paysage est l'un des domaines dans lequel il se montre le plus novateur. Premier artiste paysagiste canadien-français, il affectionne les chutes, les rivières, et certains paysages urbains.

Comme nous pouvons le constater, la production artistique de Joseph Légaré présente un net contraste avec celle de ses contemporains des plus prolifiques de l'époque, tels Jean-Baptiste Roy-Audy, Antoine Plamondon et Théophile Hamel. Sa production débordait largement du cadre religieux et du portrait. Après sa mort, en 1855, son oeuvre demeure à sa veuve avant de se retrouver entre les mains de l'Université Laval en 1874.

Il importe de retenir que par son implication culturelle Joseph Légaré a été un patriote qui défendit ardemment la cause des Canadiens français.

Clémence Bélanger, étudiante au baccalauréat en histoire à l'Université du Québec à Trois-Rivières

Siméon Marchesseault, instituteur et patriote

Le 150^e anniversaire des événements de 1837-38, nous permet de vous présenter un valeureux patriote: Siméon Marchesseault.

Nous donnerons d'abord quelques notes biographiques, pour ensuite vous faire découvrir à travers sa correspondance personnelle, trésor inédit conservé aux Archives du Séminaire de Trois-Rivières, une étape importante dans sa vie de patriote et héros.

Abraham-Siméon Marchesseault naquit à Saint-Ours, Bas-Canada, le 18 février 1806. Fils d'Abraham-François Marchesseault, maître forgeron et d'Emilie Cormier, il était par son père et par sa mère d'ascendance acadienne. D'après Laurent-Olivier David, Marchesseault aurait étudié quelques années au petit Séminaire de Montréal et au Collège de Saint-Hyacinthe pour l'année 1821-22. Après ses études, il devint instituteur à Saint-Denis-sur-Richelieu. Il épousa à cet endroit Judith Morin, le 22 septembre 1829. De cette union naquirent huit enfants. Marchesseault éprouva de la difficulté à faire vivre sa famille, il abandonna alors son métier pour la charge d'huissier de la cour du banc du Roi du district de Montréal.

Siméon Marchesseault fut un patriote ardent, actif, intelligent. Il ne tarda pas à rejoindre les rangs des partisans de Louis-Joseph Papineau dans la lutte constitutionnelle. Son instruction, son expérience dans l'enseignement jointes à ses dons d'orateur lui donnaient de l'emprise sur le peuple. Il en profita alors pour se faire l'un des champions des réformes politiques réclamées depuis longtemps. Sa présence comme orateur aimé des foules fut remarquée lors des manifestations populaires de mai 1837. Marchesseault soulevait le peuple contre le gouvernement et le poussait à la révolte par ses propos exaltés. C'est ainsi qu'il qualifia les résolutions de Lord Russell de "violation du contrat social" et disait regretter que les Canadiens français n'avaient pas pris le parti des Américains en 1775.

A la fameuse assemblée de la confédération des six comtés de la vallée du Richelieu, tenue à Saint-Charles le 23 octobre, Marchesseault se distingua parmi les chefs patriotes et c'est à sa demande que se réunirent les délégués pour rédiger les retentissantes résolutions qui servirent de prétexte aux autorités pour déclencher les hostilités.

Personne ne fut surpris, lorsque éclata la rébellion, de voir Marchesseault être l'un des premiers à prendre les armes. Le 23 novembre 1837 il prit part à la bataille de Saint-Denis, puis deux jours plus tard, à celle de Saint-Charles-sur-Richelieu. Dans ce village, Marchesseault se distingua en prenant le commandement des troupes. Il se battit en désespéré aux côtés d'une centaine d'hommes contre des troupes aguerries et trois fois plus nombreuses. La lutte fut courte mais sanglante puisque 24 des patriotes y trouvèrent une mort glorieuse. Bientôt l'artillerie brisa les remparts, le camp fut entouré et pour échapper à un massacre certain, Marchesseault dut s'enfuir. Il s'élança au milieu des soldats anglais et faillit se faire tuer lorsqu'une balle pénétra dans une liasse de papiers qu'il portait dans la poche de son habit. Il se dirigea alors vers le village. Pour éviter de se faire reconnaître il utilisa une ruse: il se confondit aux soldats qui avaient mis le feu à sa demeure. Ainsi il put y pénétrer pour chercher des papiers importants avant de se cacher dans les bois, pour se soustraire à la poursuite des volontaires.

Le 1^{er} décembre 1837, Marchesseault était obligé de partir pour les États-Unis en compagnie du Dr Nelson et de quelques autres patriotes dont les têtes étaient mises à prix. Dépassé Farnham, une alerte le fit s'écarter de ses compagnons et il s'égara dans les bois. Il fut arrêté, épuisé de faim et de froid, le 7 décembre, à Bedford près de la frontière américaine. Le 12 décembre, on l'emprisonna à Montréal en même temps que Robert S.M. Bouchette, Wolfred Nelson, Rodolphe Des Rivières et Henri A. Gauvin, également capturés aux frontières.

Le 26 juin 1838, il acceptait avec sept autres patriotes de signer un aveu de culpabilité en échange de l'amnistie des autres prisonniers politiques. Deux jours plus tard il fut condamné à l'exil par la proclamation de Lord Durham. C'est donc l'éloignement aux Bermudes pour ces huit généreux patriotes. Le 4 juillet, il quitta Québec à bord de la Frégate Vestale, où il débarqua le 28 juillet. Tous les exilés furent élargis le 26 octobre 1838, mais Siméon Mar-



Comme la bataille est perdue, Siméon Marchesseault, les habits noirs de poudre, lance son cheval par-dessus le rempart.

chesseault ne put revenir au Bas-Canada, le procureur général d'alors, Ogden, craignant qu'il ne fomenté de nouveaux troubles. Il se réfugia à la frontière américaine, dans le Vermont, où il vécut péniblement, dans la plus grande pauvreté. Ce n'est qu'en 1841 que Siméon Marchesseault put rentrer au pays pour retrouver sa famille et pour reprendre ses paisibles fonctions d'huissier à Saint-Hyacinthe, où il décéda, grand connétable du district, le 8 juillet 1855.

Nous retrouvons dans sa correspondance personnelle une quantité appréciable de renseignements sur la période 1837-40. Nous ne pouvons en donner que des exemples très succints comme ces émouvantes lettres que Siméon Marchesseault écrivait à son épouse de sa prison de Montréal.

"Prison de Montréal" Janvier 1838

... "Je vais essayer, chère Judith, de te faire le récit abrégé des misères, des fatigues, des privations, des insultes de tout genre que j'ai eu à souffrir depuis que des circonstances fatales m'ont forcé de m'éloigner de Saint-Charles et de me séparer de toi; de te laisser avec un jeune enfant, sans autres moyens pour vivre et vous loger que la charité publique, ou la générosité de quelques amis sensibles, dignes du titre de Patriotes..."

Marchesseault écrivait - fin janvier 1838

... "Je te prie de m'envoyer au plus tôt une paire de draps, un lit de boudet, quelques livres de boeuf et de lard, du beurre, et du sucre. J'ai faim. Je suis dans un cachot à peine assez grand pour me contemir, avec un plancher nu pour lit..."

Il continue ainsi

... "Au reste, chère Judith, il faut se préparer à tout événement, et si je succombe sous le poids et l'injustice de fausses accusations, j'espère au moins que mes enfants n'auront point à rougir de la mémoire de leur père..."

Ces quelques extraits de documents précieux relatant des passages de la vie difficile d'un homme époux, père attaché profondément à sa famille et fièrement patriote, vous laissent présager de la richesse de cette correspondance déposée aux ASTR par Montarville Boucher de La Brière et regroupée dans le fonds Siméon-Marchesseault (FN 0418).

Siméon Marchesseault fut un patriote avant tout. Il était brave et d'une générosité remarquable. Il n'a pas craint de prendre les armes pour tenter de libérer le peuple canadien-français de l'oppression britannique du Bas-Canada en 1837.

Louise Rousseau, Étudiante à la maîtrise en études québécoises à l'Université du Québec à Trois-Rivières

Les patriotes de mon enfance

Assise aux portes de l'enfance
Sur les margelles d'une fragile saison
Une ribambelle joyeuse
De princesses et de fées
Cabriolait dans mes rêves.
Des princes courageux et amoureux,
Des princes patriotes,
Gardiens de château en péril.

Les histoires de Blanche-Neige
La Belle au Bois dormant et des autres
M'ouvraient des portes secrètes
D'où je sortais pieds nus
Vers des jardins encore humides et frais...

Ce n'est que bien plus tard,
Qu'au milieu d'une marmaille rêveuse
J'ai suivi Charlemagne...
On m'apprit à soustraire, à diviser
À rompre avec la magie...

Dans ces usines du savoir,
On façonnait les génies du peuple,
Défenseurs ou héros,
Des patriotes de la connaissance...

Rien que dans ma rue,
Il y avait des hommes guerriers
Blessés au front,
Au coeur aussi...
Les larmes aux yeux
Ils sortaient de leur grenier
Armes et baïonnettes.
Des patriotes dans mes souvenirs...
Des patriotes sur mes routes d'enfance...

Laviolette, Papineau et Duvernay,
Je vous ai croisés quelque part
Dans mes livres d'histoire.
Vous n'étiez pas romance ni légende
Mais encore plus forts
Et bien plus grands que moi...
Des patriotes, des vrais...

Aujourd'hui on parle de patriotisme,
Les jours d'élection et de grandes fêtes
Et on se chamaille et se chicane,
À chacun son patriote...

Partout des mères peuplent terre et pays
Offrant leurs enfants aux sociétés.
Des germes de futurs patriotes.
Illustrent inconnus de la survie,
Moules des héros à venir...

Un pays d'enfants grandit
Et quelque part dans ses entrailles
Des patriotes sans légende...

Ginette Hivon, Étudiante en arts plastiques à l'Université du Québec à Trois-Rivières

Un vieux livre rouge

Je dormais mal, ce qui n'est pas mon habitude. Je descends dans ma bibliothèque et je me mets à feuilleter des bouquins. Minuit, une heure du matin. Je mets la main sur un vieux livre rouge, acheté d'occasion quelques années plus tôt, et je le lis jusqu'à ce que l'aube ait fait rougeoyer tout le ciel.

Ce livre, c'était "Les Patriotes" de L.-O. David.

Quelques années plus tôt, sur les bancs du vieux Séminaire de Nicolet, j'avais résisté au savoir. Foin des versions latines et grecques! J'écrivais des poèmes et je dessinais les saules tordus des rives de la rivière. Le jour où on avait évoqué, en classe d'histoire, les années tumultueuses de 1837-38, je devais regarder dehors.

Aussi cette nuit-là, sorte de Chemin de Damas dans mon itinéraire littéraire, je me trouvais face à face avec des êtres plus vrais que nature qui surgissaient tout costumés d'entre les

pages jaunies du vieux livre rouge. Ma fibre de romancier en fut retroussée. Devant moi se dressaient des personnages qu'aucun conteur n'aurait eu l'audace de proposer à ma fantaisie de ses auditeurs. Un décor aussi, planté à la mesure d'un pays. Ne me restait plus qu'à emboucher ma corne de brume et à souffler, souffler jusqu'à ce qu'ils surgissent tous, encore empêtrés, du brouillard de l'histoire.

Je les ai portés comme une mère porte ses petits, je les ai couvés dans la fumée de ma pipe, j'ai grelotté et souffert avec eux. Un seul manquait à l'appel, qu'il me fallait encore tirer de mon imagination. Il est venu en hiver, vers les quatre heures, quand la lumière s'épuise. Il est passé derrière la maison, chassé de ses raquettes, remorquant une traîne recouverte d'une catalogne à dominante de mauve. Je ne savais pas encore ce qu'il y avait là-dessous. Lui, s'appelait Hyacinthe Bellerose.

Sept, huit ans plus tard, cette rencontre

marque encore ma vie. Tout un pan de mon oeuvre s'est trouvé teinté du souffle des Patriotes. Il m'arrive même, quand je regarde en avant, de voir leur ombre dépasser le point de mes quarante-cinq ans, pour projeter leur présence sur l'oeuvre à venir.

Et je voudrais que mes enfants — ma fille, mon fils — marchent un jour à leur tour à la rencontre de ces êtres plus vrais que nature, pour célébrer dans des retrouvailles, par-delà le temps, une continuité dont chaque souffle tisse la trame.

Je voudrais que les hommes et les femmes de ce pays se souviennent enfin qu'ils ne sont pas les premiers hommes et les premières femmes sur cette terre. Qu'en s'effondrant dans leur lit, le soir, après une journée bien remplie, ils sentent couler dans leur sang la fatigue des Patriotes morts cent cinquante ans plus tôt, mais qui ne demandent toujours qu'à vivre.

Louis Caron, romancier

Visages à deux faces

Dilemme. Avons-nous le droit de faire revivre sur la scène les événements de 1837? Aujourd'hui la question surprend. Au milieu du XIX^e siècle, elle se pose spontanément. Notre théâtre, dont le répertoire se résume alors à des pièces étrangères, est en butte à la suspicion et aux anathèmes de la hiérarchie ecclésiastique. Celle-ci n'a pas réservé d'accueil plus chaleureux aux Patriotes. Qui aurait l'audace d'affronter ce double interdit?

Un jeune homme va oser. Il a 22 ans. Il a nom: Louis Fréchette. Il vient de terminer ses études classiques au Séminaire de Nicolet. Comme plusieurs de ses contemporains, il admire ce Félix Poutré qui est devenu un héros après la publication de ses Souvenirs d'un prisonnier d'État canadien en 1838. Il décide, littéralement, de mettre en pièces les mémoires du "patriote"! Félix Poutré prend l'affiche à Québec le 22 novembre 1862.

Le succès est immédiat. Le public se délecte des propos de ce fin finaud de la campagne qui incarne le patriotisme populaire de 1837-38. Car Poutré a trouvé le truc: arrêté pour trahison, il simule la folie. Il peut alors ridiculiser impunément la Reine d'Angleterre, l'armée anglaise, la magistrature, le gouvernement, le gouverneur, enfin toute la bureaucratie britannique. Morale de l'histoire: pour espérer obtenir la liberté de la part des Anglais, il faut être fou!

Puis coup de théâtre: Fréchette apprend que le rusé Félix était en réalité un espion à la solde de l'autorité anglaise! Il essaie alors d'arrêter la machine qu'il a mise en marche. Mais le mouvement a pris tellement d'ampleur que les représentations continuent à se multiplier. Qu'importe toutefois si le traître de l'histoire s'écarte du personnage de théâtre? Car celui-ci garde sa valeur dramatique, incarnant le message fondamental de la pièce: ... il y a si peu de crimes réels dans une tentative d'insurrection,

que le gouvernement anglais sera tôt ou tard obligé, par la seule force des choses et de l'opinion, de réhabiliter ces victimes d'une atrocité sans exemple dans l'histoire des peuples."

Il faudra attendre 1913 pour que la preuve de la trahison de Poutré mine la popularité de la pièce. Celle-ci aura connu, entre-temps, un demi-siècle de succès auprès des cercles d'amateurs de la province. Sa renommée est telle que Radio-Canada en diffusera une adaptation radiophonique en 1953. Félix Poutré n'était d'ailleurs pas un personnage si moche puisqu'il a été repris par Jacques Ferron, en 1967, dans sa pièce Les Grands Soleils. Il est alors présenté comme le type du Canadien français soumis et colonisé, un pauvre homme, au fond, pris entre deux feux et qui cherche avant tout à sauver sa peau. Trahison, lâcheté ou impuissance? Le centenaire de la Confédération réanime les interrogations de 1837. Ferron ne juge pas. Il s'interroge, réfléchit et essaie de comprendre. En bon médecin, il cherche la source du mal.

Fréchette n'a pas fait sa médecine mais son droit. Il a une cause à défendre. Pendant que Félix Poutré dissémine son rire subversif dans les campagnes, le nouveau dramaturge national récidive en 1880 avec un "grand drame historique": Papineau. Fréchette y présente l'insurrection de 1837 comme une entreprise de libération, une véritable guerre sainte en réaction à l'iniquité, l'arbitraire, l'injustice et la tyrannie de l'oligarchie gouvernementale.

Les conservateurs rugissent. Tardivel, dans Le Canadien, reproche à Fréchette d'avoir "voulu glorifier l'épisode le plus triste et le plus regrettable de notre histoire, remettre en honneur des idées dangereuses, des doctrines subversives, et surtout réhabiliter un homme sans patriotisme, sans principes, sans religion, un démagogue qui ne fut même pas un révolutionnaire". En somme la pièce est une

honte! Elle transgresse l'interdit.

Fréchette a réveillé une plaie profonde. Mais le critique s'énerve pour rien. Car cette fois la réponse du public est mitigée. Celui-ci a-t-il de la difficulté à reconnaître, en ce Papineau déclamateur, pleurnichard et vindicatif, l'homme politique entré dans la légende? Ici ce n'est pas le personnage historique qui abandonne l'auteur mais ce dernier qui trahit maladroitement son héros. Désillusion de l'homme politique? Fatigue du barde patriote? Assagissement de l'homme mûr? Comment expliquer que cet hommage à Papineau, héros de 1837, suinte de confiance envers la bonne foi de l'Angleterre et se termine par un appel passionné à l'union entre les deux races fondatrices du Canada?

Pauvre Louis Fréchette! Les deux patriotes, l'un traître et l'autre trahi, apparaissent sous les projecteurs comme des visages à deux faces. Certains milieux mépriseraient cette caractéristique de la qualification d'hypocrisie. D'autres s'émerveilleraient en parlant d'habile déguisement. Mais à bien y penser, le masque n'est-il pas le lot du personnage de théâtre? Et changer de face n'est-il pas la dernière ressource de l'insurgé dont la tête est mise à prix?

Héros ou victime. Victime et héros. De Fréchette à Ferron, du dix-neuvième au vingtième siècle, c'est en frottant ces deux qualificatifs l'un contre l'autre que notre théâtre a entre-tenu le feu allumé en 1837. Les différentes figures de Patriotes n'y défilent pas comme les héros de pièces différentes, isolées les unes des autres. Ils apparaissent comme les personnages d'un long drame dont le mouvement cherche toujours son dénouement. Le dernier acte n'est pas encore écrit.

Raymond Pagé, professeur de littérature à l'Université du Québec à Trois-Rivières

Les Abénakis et l'insurrection

"La participation des Abénakis fut minime lors de ces événements comparé à ce qu'elle fut antérieurement pour la défense de la colonie, toutefois nous devons à l'histoire de préciser quelle fut la position des Abénakis.

Les Abénakis sont alliés des Français, ils prouvent leur fidélité en participant avec les troupes franco-canadiennes aux batailles d'Oswego, de William Henry, des Plaines d'Abraham. Ils participent aussi à la guerre canado-américaine (1812-1814), puis c'est la paix pour quelque temps.

L'année 1837 bouleversera la vie de la tribu. Les Abénakis font face à une division chez leurs alliés, de quel côté vont-ils se ranger?

Ces événements furent précédés par des assemblées convoquées pour se prononcer sur les mesures de coercition adoptées par le Parlement Impérial sur la proposition de John Russel.

Les électeurs du comté d'Yamaska tinrent deux de ces assemblées, le 18 juin et le 6 août, à la porte de l'église des Abénakis. La seconde fut marquée par un incident.

Des dissidents qu'on appelait les constitutionnels s'étant vu refuser la parole, voulurent tenir une contre-assemblée à quelques distances; ils furent obligés de déguerpir à l'approche des Patriotes."

Les Abénakis s'abstinrent de prendre parti, ils craignaient pour leur sécurité. "Le 30 novembre, les chefs réclamèrent des fusils du gouvernement pour se défendre contre les Canadiens rebelles; vu la difficulté de faire venir ces fusils de Montréal, ils les avaient demandés au Maître de Poste de Sorel, E.L. Hayden.

On les avait menacés, prétendaient-ils, de détruire leur village s'ils se montraient anti-patriotes; et le danger était d'autant plus grave que les Gill étaient, disaient-ils, du côté des rebelles mais ne le faisaient pas voir pour ne pas être privés de l'équipement fourni chaque année aux membres de la tribu par le Département des Indiens."

En lisant ces extraits du volume LES ABÉNAKIS D'ODANAK de Thomas M. Charland, s'il est difficile de voir de quel côté les Abénakis se sont rangés, on peut comprendre que la vie de la tribu fut perturbée par ces événements.

Les Abénakis ont choisi de rester neutres. L'ont-ils été vraiment? La demande d'armes, n'était-ce pas une ruse pour obtenir ces armes plus rapidement afin de défendre les Patriotes?

On sait maintenant que plusieurs d'entre eux ont servi de guide aux Patriotes afin de faciliter leur évasion vers les États-Unis.

Les Abénakis d'aujourd'hui sont heureux de pouvoir vivre en paix à Odanak et à Wôlinak!

Nicole O'Bomsawin
Conservatrice du Musée
d'Odanak

Jean-Baptiste Hébert, un patriote actif

Jean-Baptiste Hébert fut un homme très actif. D'abord maître maçon et maître charpentier, il devient architecte entrepreneur et réalise la construction de l'église de Lotbinière en 1818, et celle du séminaire de Nicolet en 1827.

De 1808 à 1814 et de 1835 à 1838, Hébert siège au parlement de Québec en tant que député et s'affirme comme patriote lors de l'insurrection de 1837.

Quelques années plus tard, soit en 1849 et 1850, il est impliqué dans la guerre des Éteignois, à Saint-Grégoire. Il passe les dernières années de sa vie au presbytère de Kamouraska où son fils Nicolas Tolentin est curé.

ORIGINE FAMILIALE

Jean-Baptiste Hébert, né le 19 décembre 1779, est le fils d'Étienne Hébert, Acadien enlevé de sa terre natale lors de la Déportation de 1755, et débarqué à Philadelphie.

Le père Hébert demeure en Nouvelle-Angleterre pendant onze ans, années pendant lesquelles il se consacre à la recherche de sa famille enlevée, elle aussi, en 1755.

Croyant qu'elle était venue au Canada, Étienne Hébert s'y rend. Dès son arrivée, il se fait concéder des terres dans la Seigneurie de Béancour.

Après de longues démarches il a la joie de retrouver ses trois frères et s'établissent tous voisins l'un de l'autre à Saint-Grégoire.

Un jour, Étienne Hébert apprend que Marie-Josépte Babin, sa future femme, demeure à Québec avec une de ses sœurs, sous la protection d'exilés comme elle. En peu de temps, Hébert se trouve à ses côtés et quelques jours après ils étaient unis pour ne plus se séparer.

ANNÉES DE DÉPUTATION

On sait qu'entre 1808 et 1815, Jean-Baptiste Hébert occupe le poste de député du comté Buckinghamshire de Nicolet.

Fils de proscrit acadien, le major Hébert éprouve des sympathies pour la cause patriote et les manifeste ouvertement. En avril 1835, Jean-Baptiste Hébert est élu député du comté de Nicolet du Bas-Canada, ainsi que son beau-frère Jean-Baptiste Proulx, codéputé du même comté.

A l'été 1837, le major Hébert et Jean-Baptiste Proulx, assistés du docteur Jean-Ovide Rousseau et du notaire Jean-Baptiste Courval, tiennent une assemblée publique à la porte de l'église de Saint-Grégoire, le dimanche après les vêpres. Une autre assemblée a lieu quelques jours plus tard, à Nicolet.

Le discours de Hébert lors de ces deux assemblées fut jugé de nature à soulever la population contre le gouvernement britannique, selon certains témoins, ainsi que l'exprime la déposition de Louis Lupien, présent à l'assemblée qui eu lieu à la porte de l'église de Nicolet où le major fut le premier à prendre la parole en ces termes:

"Que le gouvernement anglais était tyrannique et oppresseur: qu'il fallait s'en débarrasser par tous les moyens possibles: qu'alors il fit un tableau flatteur au gouvernement américain où il dit que les Canadiens seraient plus heureux sous ce gouvernement que sous le gouvernement anglais où on était chargé de taxes: qu'il était temps de secouer le joug..."

Durant le mois de novembre 1837, le major Hébert reçoit à sa maison de Nicolet Joseph-Narcisse Pacaud, patriote. Ce dernier lui raconte qu'il arrive de la rivière Chambly où il a été stupéfié de voir des femmes fondre leurs ustensiles pour en faire des balles pour tirer sur les Anglais. Au même moment, le fils de Jean-Baptiste, Antoine, montre à Pacaud des balles qu'il venait de couler dans la cave de la maison.

Au mois de février 1838, les dépositions des témoins concernant les agissements patriotiques du major Hébert durant l'été et l'automne 1837 portent effet. Durant la nuit du 4 février, Hébert est réveillé et conduit aux Trois-Rivières et de là à la prison de Montréal.

A la nouvelle de son arrestation, son fils Nicolas-Tolentin, curé de Kamouraska, accourt à Nicolet pour sauver son père. Il adresse aux autorités anglaises des requêtes et des déclarations qui démontrent l'innocence de son père et réussit à le faire sortir de prison, le 27 février suivant.

Jean-Baptiste Hébert entre alors dans l'oubli, un oubli dont il ne sortira que pour participer à une autre guerre, celle des Éteignois.

Marie-Josée Dorion, étudiante au baccalauréat en histoire à l'Université du Québec à Trois-Rivières

Les patriotes

On les a bien blâmés, ces imprudents rebelles!
Pour nous, cependant, il n'est figures plus belles
Plus dignes du burin de nos historiens,
Que celles de ces doux gentilshommes terriens,
Paisibles, de la plus paisible bonhomie,
Qui, surexcités par une engeance ennemie,
Provoqués, assaillis, frappés, poussés à bout,
Eurent l'audace et le coeur de crier: *Debout!*

Un peuple est patient, et longtemps il endure:
Harcelé par les coups d'un maître à la main dure
Qui le force à plier l'orgueil d'un noble front,
Morne, silencieux, dévorant son affront,
Longtemps, il va courbé sous le joug qui lui pèse,
Et sa colère sourde à la longue s'apaise.
Mais voilà que soudain ce grand peuple irrité,
Par un nouvel outrage à la face fouetté,
A senti battre au flanc tout le sang de l'artère.
Un souffle furieux le soulève de terre.
Il s'élançait et, terrible, échevelé, béant,
De toute la vigueur de son thorax géant,
A pleins poumons, à pleine gorge, à pleine tête,
Pousse à travers la nuit sa clameur de tempête.
Ce n'est plus la fureur du valet mutiné,
Le blasphème écumant du forçat déchainé,
Le mugissant courroux de la bête de somme:
C'est le cri, c'est la voix, c'est le verbe de l'homme.

Ce poème a été écrit en 1888 et publié dans *La Patrie* en mars de la même année, donc cinquante ans après l'événement. Il y avait des survivants, témoins, parents, et Beauchemin composa ce texte avec une ferveur qui dépasse la simple mémoire historique. Peut-être lui avait-on inspiré, par la parole, ce qu'il rend ici par l'écriture avec une si grande sincérité?

Il ne se contente pas de ménager l'opinion officielle. Il prend franchement partie pour les Patriotes. Bien plus, il les exalte et fustige leurs détracteurs. A lire ces vers, on croirait aisément qu'il eût pu être des leurs.

Sa pièce est bâtie suivant un schème très articulé, conformément à la mode d'alors où l'on recherchait volontiers les effets de la rhétorique, preuve que Nérée Beauchemin savait écrire. Et l'on sent que la construction et le verbe se fusionnent dans une parfaite aisance. Les mots sonnent comme des coups de clairons: "clameur de tempête", "long cri de détresse", "ces naifs intransigeants", etc. La moitié du poème est une description nuancée, subtile même, de la naissance d'une révolte chez un peuple opprimé. N'est-ce pas en même temps pour le poète une façon d'approuver ce qui s'annonce comme la montée irréversible vers la lutte armée?

Non, pour lui, les Patriotes n'ont pas été victimes d'un patriotisme exacerbé, d'une folle idéologie de race, mais ils furent conscients de combattre pour une cause plus vaste que celles-là: le droit de tout homme à la liberté.

Le doux, le tendre poète mystique d'Yamachiche, qui se complaisait dans l'intérieur de sa demeure, dans son village, parmi les choses qui l'entouraient, bref dans sa "petite patrie", a dû en surprendre plus d'un quand il livra à la presse, avec éloquence, sa pensée intime sur un fait historique tant controversé.

Armand Guillemette, professeur de littérature
à l'Université du Québec à Trois-Rivières

— Nérée Beauchemin

Le tocsin gronde et les drapeaux claquent au vent:
Debout! debout! en avant! en avant!

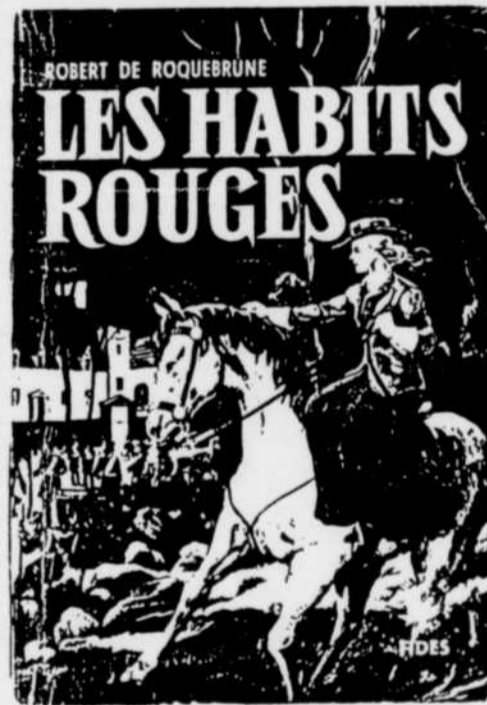
Telle, un jour, éclata la clameur vengeresse
De Trente-Sept: tel fut le long cri de détresse
De ces humbles et doux campagnards belliqueux.
Oh! que n'étions-nous là trois cent mille avec eux!
Trente-Sept, un esclandre, une vile révolte?
Et c'est vous les enfants, vous dont la main récolte,
Sans peine, sans effort, presque sans y songer,
L'immense bien que fit l'orage passager:
C'est vous, indignes fils, héritiers de leur gloire,
Qui jetez cette boue à la blanche mémoire
Des pauvres morts; c'est vous qui crachez ces mépris
Aux survivants, au front d'un père aux cheveux gris.
Nos Patriotes, des révolutionnaires?
Non! j'en atteste nos archives centenaires,
Et ces poudreux traités scellés du seing royal,
Et ce mil huit cent douze où l'on fut si loyal.
Non! ni séditieux, ni fous, ni fanatiques,
Ni frondeurs, ni brouillons, ni forbans politiques,
Ni traîtres, ni félons, ni vils, ces braves gens,
Ce peuple honnête, ces naifs intransigeants
Qui, s'attachant aux bras de leurs parents en larmes,
Ne décrochèrent leurs pauvres et tristes armes
Et n'en rougirent le vieil acier révolté,
Que pour ce vaste droit humain: la liberté.

La belle Amazone

Henriette de Thavenet, l'héroïne du roman "Les habits rouges", est la fille du seigneur de Saint-Mathias. Agée de dix-neuf ans, elle mène une vie bien solitaire au manoir seigneurial. Le jour, elle s'occupe de son père, un vieil homme perclus, et le soir, montée sur son beau cheval alezan, elle parcourt la campagne environnante.

Pour tromper son ennui, elle se joint au groupe des Patriotes et milite en faveur de la liberté. Elle admire Papineau et elle se laisse facilement enflammer par les discours du célèbre tribun.

A l'hiver 1837 elle est invitée à un grand bal donné aux casernes de Chambly. Au cours de la soirée, on lui présente un jeune officier anglais, le lieutenant Fenwick. L'officier est séduit par la beauté de la jeune fille, mais il n'ose lui vouer ses sentiments. De son côté, Henriette tombe amoureuse de son beau chevalier aux cheveux roux, mais elle n'en laisse rien paraître.



Quelques mois plus tard, un soir de novembre, elle apprend qu'un régiment d'Habits rouges est en route vers Saint-Denis, pour aller mater les rebelles. Sans hésiter, elle part à cheval pour aller prévenir les Patriotes de l'imminence du danger. Arrêtée en route par une sentinelle, elle réclame un laissez-passer. Le lieutenant Fenwick s'empresse de réaliser ses désirs et là, devant la flamme du bivouac, il lui fait une ardente déclaration d'amour.

Elle se dégage avec peine et se dirige vers Saint-Denis pour remplir sa mission. Après quelques heures de repos, elle se joint aux Patriotes à titre d'infirmière. Elle célèbre avec eux cette première victoire et, le lendemain, elle les accompagne à Saint-Charles. Pour ne pas rester oisive, dans une situation aussi exaltante, elle s'empresse d'aider les combattants.

Bien à l'abri derrière un mur, elle recharge les fusils qu'elle tend aux tireurs d'élite. Alors qu'elle présente un mousquet chargé à son voisin, celui-ci tombe à la renverse, touché d'une balle en plein front. Tenant toujours le fusil à la main, elle s'approche de la fenêtre. Là, elle aperçoit le lieutenant Fenwick, debout sur des troncs d'arbres renversés, en train de donner des ordres.

A ce moment, l'officier lève les yeux vers la fenêtre et reconnaît Henriette armée d'un fusil. Stupéfait, il demeure la bouche ouverte, sans pouvoir prononcer aucun son. Va-t-elle appuyer sur la gâchette? Un long moment d'hésitation... Un autre le fait à sa place. Frappé au coeur, le bel officier s'écroule sur le gazon encore humide.

La défaite consommée, Henriette se sent complètement abattue. Elle a perdu le même jour son idéal et son amour. Telle une automate, elle reprend son cheval et rentre au manoir de Saint-Mathias où elle décide de prendre le deuil.

Comme la belle amazone, le peuple québécois porte, depuis 150 ans, le deuil de ses illusions.

Maurice Borduas, professeur de littérature
à l'Université du Québec à Trois-Rivières

L'héritage poétique des Patriotes

La poésie québécoise puise abondamment à même la mémoire des moments forts de l'histoire. Les gestes posés par les Patriotes de 1837 n'ont jamais cessé de hanter la conscience de ceux dont la parole se veut fondatrice d'une "terre Québec".

Le premier contact entre la poésie et les Patriotes s'établit dans le feu même de l'action. De 1830 à 1840, alors que la poésie en est à ses premiers balbutiements, pas moins de trois cents poèmes paraissent dans les journaux et les revues qui traduisent en vers ce que les Papineau, les Nelson et le Rodier tonnent devant les foules. Des jeunes, tels François-Xavier Garneau, Joseph-Guillaume Barthe, Pierre-Joseph-Olivier Chauveau, François-Réal Angers, Joseph-Edouard Turcotte et une foule d'anonymes font rimer des mots qui éclatent autant que les balles des vieux fusils utilisés à Saint-Denis, Saint-Charles ou Saint-Eustache.

Si certains poèmes en appellent à la simple agitation constitutionnelle, la plupart traduisent des sentiments qui préparent et encouragent la rébellion. Un rapide coup d'oeil sur le vocabulaire véhiculé par ces pièces en vers montre deux cycles qui dessinent la courbe même des événements. De 1830 à 1837, les affrontements se dessinent, inévitables: le

ton est véhément, violent. Les mots courroux, haine, rage voisinent avec joug, oppression, tyrannie, chaînes, esclavage, fers. Ils appellent fierté, courage, bravoure, espoir; ils s'appuient sur droits, peuple, notion, patrie, souveraineté, indépendance. En désespoir de cause, apparaît un vocable nettement révolutionnaire: tempêtes, orages, défenseurs, bataillons, guerre, armes, balles et sang.

Cet arsenal poétique s'épuise rapidement quand le soulèvement aura pris l'allure de la défaite et de la répression. Les rimes prennent alors le ton lugubre de l'échec. Aux victimes, prisons, verrous, échafauds, bourreaux, exilés, bannis, martyrs succèdent pleurs, gémissements, douleurs, désespoirs, deuils, nuit et mort.

En une décennie, ces poètes d'un jour posent les jalons d'une poésie québécoise qui oscillera désormais entre deux pôles: l'affirmation d'une part, l'échec d'autre part. Au centre: l'errance et l'exil.

Malgré une préférence marquée pour célébrer les héros de l'époque française; malgré les efforts pour occulter le soulèvement, dès la seconde moitié du XIXe siècle, les poètes reconnaissent les Patriotes pour des "martyrs qui ont versé leur sang" pour une "cause sainte et nationale".

Ainsi Louis Fréchette rappellera-t-il, en 1866, dans "La voix d'un exilé", le sacrifice des "phalanges héroïques" de 1837. Par la suite, ce poète ne cessera de vouer un culte aux Patriotes. Dans sa célèbre "Légende d'un peuple" (1887), il leur ménagera une place bien en vue dans le prologue de l'oeuvre et il ajoutera six poèmes dans la troisième partie.

Pamphile LeMay écrira en 1875 une sorte de roman en vers, "Les Vengeances", dont le héros va s'illustrer à Saint-Eustache. Il reprend le thème dans "Petits poèmes" (1883) et "Les Patriotes de 1837", publié en 1904 dans son oeuvre majeure, "Les Gouttelettes", clament que

*De leur sang généreux, ils ont, sans défaillance,
Payé nos libertés à de cruels bourreaux.*

William Chapman, Nérée Beauchemin, Félix-Gabriel Marchand prolongeront le culte des Patriotes. Seule la voix de Lucien Rainier (abbé Joseph Melançon) détonne parmi cette unanimité; dans "Avec ma vie" (1931), le poète ne voit dans la rébellion qu'une "cataclysme de honte où bouillonnait la rage".

Tout au cours de la première moitié de ce XXe siècle, les Patriotes vivent surtout dans

l'inconscient des Québécois. Parfois, les fantômes de l'histoire viennent déranger ceux qui s'ennuient. Ainsi, en 1939, François Hertel songe "au pays de Québec" où "rien ne change jamais" et il se réfère à 1837.

Après 1950, les poètes entreprennent un "voyage au pays de mémoire", ils posent des "signaux pour les voyants". Au moment où les bombes du F.L.Q. explosent, "L'Afficheur hurle" (1964) de Paul Chamberland ressuscite le souvenir de 1837. On assiste alors à la "naissance du Rebelle". Camille Laverdière avec son poème "1837", Georges Dor dans "Le Québec au Québécois". Guy Robert, Jean-Robert Rémillard, Pierre Perrault et plusieurs autres se feront tour à tour l'écho de LeMay qui écrivait en 1904:

*Leur sublime folie, hélas! fut réprimée
mais gare au peuple bon qui se souvient des morts.*

Cette vivacité du souvenir des Patriotes dans l'imaginaire des poètes serait-ce aussi ce que Miron appelle "l'insurrection de la poésie"? Novembre 1837, novembre 1987, cent cinquante ans d'histoire et de poésie... pour la suite du Québec.

Raymond Rivard, professeur de littérature
à l'Université du Québec à Trois-Rivières

Les Patriotes et le roman québécois

Tout au long de son premier siècle d'existence, le roman québécois s'est fortement inspiré du nationalisme. Mieux encore, ni précisément en 1837, il ne nourrit pas d'autre ambition que de se rendre utile, que de servir l'idéologie de la survivance. Et le recours à l'histoire, à la diffusion d'un passé que l'on tend à glorifier pour valoriser quelque peu l'ego collectif humilié par les célèbres propos de Durham, devient même l'un des moyens privilégiés pour réaliser ce dessein. Il n'est donc pas étonnant que le motif des Patriotes, en dépit de la connotation un peu "trouble" qu'il portait au XIXe siècle notamment, ait fait l'objet de plusieurs intrigues romanesques. De 1837 à 1929, près d'une quinzaine de récits puisent dans le mouvement insurrectionnel et mettent les Patriotes en cause.

Certes, les auteurs interprètent différemment la rébellion de 1837-1838 et l'action de ceux que l'on a désignés sous le nom de Patriotes. S'il s'agit de Français comme Régis de Trobriand (*Le Rebelle*, 1841) ou comme Jules Verne (*Famille sans nom*, 1889), le soulèvement des Canadiens est non seulement justifié; il est salué comme la volonté exemplaire de libérer le pays du joug de l'opresseur colonialiste anglais. Ce qui a d'ailleurs mérité à l'ouvrage de Trobriand, publié alors que les cendres de la répression étaient encore chaudes, d'être saisi par la police. S'il s'agit de Québécois, la perception est différente. Elle ne rencontre pas cette belle unanimité dans l'audace ou la témérité. Prudents, nos romanciers ont une opinion qui évolue avec l'époque. Plus ils sont loin de 1837-1838, plus ils se montrent sympathiques à la cause des Patriotes. Alors qu'Eraste d'Orsonens (*Angéline*, épisode de *l'Insurrection canadienne de 1837-1838*, 1859) réprovoque carrément les Patriotes et les discrédite en les accusant d'avoir forcé le peuple à la rébellion, Joseph Lebel, alias Jean Féron, (*L'aveugle de Saint-Eustache*, 1924, *Le Patriote*, 1926 et *L'espion des habits rouges*, 1928), clôt le cycle de ce motif en faisant des Patriotes de véritables héros nationaux. Entre ces extrêmes, il y a la faveur du mouvement patriotique de 1860, Georges Boucher de Boucherville (*Une de perdue*, deux de trouvées, 1864) et Honoré Beaugrand (*Jeanne la fileuse*, 1878) cherchent de toute évidence à disculper les Patriotes et à les

réhabiliter dans la mémoire du peuple. L'un et l'autre croient que l'histoire véritable des Troubles est liée aux manigances des bureaucrates pour forcer les Patriotes à des actes de résistance et à la prise des armes. Et ils déplorent tous les deux l'absence de solidarité naturelle entre compatriotes qui en a conduit plus d'un à jouer le rôle de délateur, de traître. Napoléon Legendre (*Annibal*, 1891), Auguste Fortier (*Les mystères de Montréal*, 1893) et Rodolphe Girard (*Florence*, 1900) défendent les mêmes idées. Avec autant d'ardeur et de conviction, même s'ils sont moins explicites. Adèle Bibaud (*Les fiancés de Saint-Eustache*, 1910) est habitée par les mêmes préoccupations. Et même si elle se situe aux antipodes d'un Ernest Choquette (*Les Ribaud*, une idylle de 1837) qui subordonne le niveau racial au niveau humain, elle demeure incapable d'incarner véritablement son idéologie et de persuader le lecteur. Seul Roquebrune (*Les Habits rouges*, 1923) cherche à éviter que son récit tourne à la thèse ou à l'apologie. Son absence déclarée d'engagement — même s'il oriente ses principaux protagonistes sur la voie de la fidélité de la race — le place en quelque sorte en rupture avec la tradition romanesque. Fidèle à ses idées exprimées dans *Le Nigog*, il refuse de faire du roman un instrument de propagande, un moyen de servir l'idéologie nationaliste.

Bref, au cours de son premier siècle d'existence, le roman québécois exploite le motif des Patriotes d'une manière assez réservée. Si l'on excepte les récits qui se situent aux extrêmes, il est facile de constater que les auteurs souhaitent avant tout d'éviter de dresser deux races l'une contre l'autre. Et ce, même si les problèmes qui tendent le ressort dramatique sont posés au plan racial. Partisans de la bonne entente peut-être plus que des Patriotes, nos romanciers n'osent aller aussi loin que leurs confrères français. Leur zèle se limite à excuser l'action des Patriotes et à fustiger la division au sein de la race. A les glorifier, non pas. Au reste, n'est-ce pas la voie qu'a empruntée Louis Caron en reprenant, après plus de cinq décades de silence, le motif des Patriotes avec *Le canard de bois*?

Jean-Paul Lamy, professeur de littérature à l'Université du Québec à Trois-Rivières

Je me souviens

23 novembre 1986. La belle et vieille église de Saint-Denis-sur-Richelieu est bondée de pèlerins d'un genre plutôt inhabituel. Quatre cents personnes sont debout. Un oiseau égaré vole en larges cercles dans le chœur au-dessus des drapeaux verts, blancs, rouges à l'étoile jaune pendant que la chorale chante: "Nous écrivons en lettres de lumière l'histoire de notre liberté".



Une quarantaine de ces fidèles sont venus de Trois-Rivières, Saint-Boniface et Shawinigan. C'est depuis sept ans, à la suite de l'initiative de sa locale La Cathédrale, que la Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie participe à la commémoration des événements historiques survenus en 1837-1838 et organise la visite à Saint-Denis.

Il y a donc 149 ans, jour pour jour, qu'avait lieu l'attaque par les soldats anglais du village de Saint-Denis, suivie deux jours plus tard de celle de Saint-Charles, village voisin. Le but de l'opération était d'écraser le mouvement des Patriotes qui commençait à se manifester un peu trop efficacement au gré de l'Anglais. A Saint-Denis, la poignée de résistants l'emporta, mais à Saint-Charles, ce fut la défaite. Morts laissés sans sépulture, assassinats légaux, granges brûlées gardant prisonniers ceux qui s'y cachaient et qui brûlèrent avec elles, déportations et en 1838, lors

de nouvelles batailles, pendaisons publiques à Montréal: le peuple conquis mesurait la taille de son autonomie et de sa liberté.

C'est pour saluer le courage de leurs ancêtres que tous ces fidèles sont, dans cette église, à écouter religieusement la litanie des noms des patriotes oubliés: les Lamoureux, Hébert, Gosselin, Perreault et tant d'autres. Le roulement du tambour accompagne ensuite la flûte qui joue la Complainte du régiment Carignan-Salières.

Plus tard, regroupés autour du monument qui dresse un Patriote fier et déterminé, ils écouteront les harangues patriotiques des orateurs leur rappeler Louis-Joseph Papi-neau, chef de file des Patriotes et sa volonté d'autonomie pour les Canadiens; ils se souviendront du refus d'abdiquer des Patriotes qui ont payé de leur vie leur audace d'exiger la justice, et dont le sort pitoyable ne doit pas faire oublier leur détermination d'obtenir le respect des droits de leur peuple.

Groupés autour du monument pour commémorer et se souvenir ils se regarderont et se reconnaîtront. Selon les ans, les urgences du moment, ils seront plus ou moins nombreux, découragés ou plein d'espoir, mais toujours ils effectueront avec fierté ce retour au passé de leur peuple. A même l'exemple de ces hommes et de ces femmes déterminés à vivre plutôt qu'à survivre, à construire un pays à leur mesure, à constituer un patrimoine démocratique à léguer à leurs enfants, ils nourriront leurs propres désirs de liberté et d'autonomie pour le Québec.

Lorsque les discours et les chants seront terminés, les pèlerins de l'Histoire se retrouveront, dans une ambiance chaleureuse, autour d'une table tout comme les Patriotes qui aimaient se rassembler pour discuter et pique-niquer. La soirée terminée, ils se salueront gaiement et s'en retourneront.

Un an passera et l'automne suivant, soir le dimanche le plus proche du 23 novembre, ils retourneront à Saint-Denis pour un autre salut aux Patriotes du pays. Serez-vous du voyage?

Muguette Lavergne, étudiante en traduction à l'Université du Québec à Trois-Rivières

Patriotes et porteurs d'eau

(...)J'ai un fils écrasé
J'ai un fils dépouillé
Comme le fut son père
Porteur d'eau, scieur de bois,
Locataire et chômeur
Dans son propre pays (...)
Félix Leclerc
L'Alouette en colère

Félix Leclerc a écrit cette chanson mémorable au lendemain de la crise d'octobre de 1970. Les événements de cette année rappelaient assez curieusement l'insurrection de 1837. Il y avait dans l'air, cette même révolte sourde contre l'envahisseur et le pouvoir établi.

Ce n'est pas sans raison que Leclerc nous rappelle dans cette chanson que nous sommes les fils de porteurs d'eau et de scieurs de bois dans un pays qui ne nous appartient pas. Or, pourquoi avoir utilisé cette image du porteur d'eau pour dépeindre le Québécois moyen? Parce que cette image résonne au fond de nous comme le symbole de notre impuissance économique et sociale.

Cette image des Québécois porteurs d'eau a longtemps hanté notre imagination populaire. Elle s'oppose à la représentation mythique du Québécois conquérant, coureur de bois, Patriote et homme libre qu'a voulu nous léguer l'histoire.

Plus que la conquête de 1760, la révolte des Patriotes a marqué un tournant dans notre histoire. L'Amérique traversait alors une grave crise économique. Le commerce des fourrures, qui avait jusque-là employé un nombre important de Canadiens, déclinait au profit du commerce du bois et de la construction navale. Nos ancêtres, agriculteurs, voyageurs et coureurs de bois durent se recycler comme manoeuvres et forestiers dans des entreprises dirigées par les Britanniques. Aussi, les tensions entre Anglais et Canadiens se firent de plus en plus vives. Elles s'exprimèrent d'abord sur la scène politique

pour trouver leur aboutissement dans la révolte des Patriotes. **Patriotes et porteurs d'eau**

Dans son fameux rapport sur l'état des relations entre Canadiens et Anglais, Lord Durham rend compte de l'incompatibilité entre les deux races. Il y décrit ses compatriotes comme les seuls habilités à développer le pays. "Quant aux Canadiens français, ils ne sont, pour lui, que les restes d'une ancienne civilisation, et sont et devront toujours être isolés au milieu d'un monde anglo-saxon." L'objectif de Durham consistait alors à fondre la nation canadienne-française, sans histoire et sans littérature, dans la culture anglo-saxonne. La plus grande partie des Canadiens français, disait-il, deviendront des manoeuvres, porteurs d'eau et scieurs de bois, à l'emploi des capitalistes anglais.

On peut observer cette transition historique à travers deux dessins d'un de nos plus populaires illustrateurs, Henri Julien (1851-1908). Le Vieux Patriote de 1837 est sans contredit son dessin le plus connu. Les felquistes de la cellule Chénier n'ont-ils utilisé dans leurs communiqués cette fameuse gravure d'Henri Julien comme symbole de leur action révolutionnaire? Julien a repris les traits de son vieillard Patriote pour le représenter cette fois abattu, courbé, résigné: Porteur d'eau. On retrouve dans ce dessin le stéréotype de l'habitant québécois tel qu'il nous a été le plus souvent représenté.

La tradition de porteur d'eau remonte assez loin dans le temps. Ce petit métier semble avoir été longtemps, à Paris du moins, le privilège des Auvergnats qui s'en étaient fait une spécialité. Sous le régime français, les porteurs d'eau parcouraient déjà les rues des principales villes de la colonie. A Trois-Rivières comme à Montréal et Québec, ils emplissaient leurs barriques au fleuve et, munis d'un permis, ils parcouraient les rues de la ville pour distribuer dans les foyers et les commerces l'eau nécessaire à la consommation, aux travaux domestiques et aux abreuvoirs publics. Jusqu'au milieu du XIXe siècle, les porteurs d'eau constituaient une classe importante de la main-d'oeuvre citadine.

Les porteurs d'eau disparurent à la fin du XIXe siècle alors que les grandes villes entreprenaient d'importants travaux

pour mettre en place des systèmes d'aqueduc. Ces infrastructures urbaines répondaient aux problèmes d'hygiène et de salubrité publique propres au milieu urbain. Les systèmes d'aqueduc permettaient également de mieux combattre les incendies qui provoquaient de graves ravages.

Considérée aujourd'hui comme la plus grande richesse naturelle du Québec, l'eau est en voie de devenir une ressource rare et précieuse. C'est pourquoi on assiste depuis quelques années, à la réapparition d'un des plus anciens commerces qui soit. En effet, la vente de l'eau embouteillée prend de plus en plus d'importance au Québec. Les raisons qui expliquent le phénomène sont multiples. Bien sûr, la pollution, la chloration, la fluoration et l'assainissement des cours d'eau contribuent à alimenter la polémique et le doute populaire quant à la salubrité de l'eau potable. Or le public québécois, à l'instar de ses voisins américains, a fini par perdre confiance dans la prétendue qualité des systèmes d'aqueduc et des réseaux d'alimentation des grands centres urbains. Il n'en fallait pas plus pour que des commerçants prévoyants partent à l'assaut de ce nouveau marché.

Dans la seule région de Québec on compte actuellement plus d'une trentaine d'entreprises faisant le commerce de l'eau. Celles-ci offrent les services d'embouteillage, de distribution, de location et de vente d'équipements (purificateurs, refroidisseurs). Ainsi, de nouveaux réseaux commerciaux de distribution se sont développés, faisant réapparaître le métier traditionnel de porteur d'eau.

La réapparition du commerce de l'eau produit un impact indéniable sur la vie économique quotidienne des Québécois. On voit apparaître, par exemple, de nouvelles pratiques alimentaires. On ne boit plus simplement l'eau, on la goûte. On en sert aux repas comme on sert le vin en prenant bien soin de présenter aux convives l'étiquette de Montellier, de Cristalline, d'Evian ou de Radnor. Hier, l'eau ne valait rien, aujourd'hui, elle devient une ressource précieuse et recherchée.

Le Patriote porteur d'eau de Julien n'est-il pas en train de prendre sa revanche économique?

Yves Bergeron, étudiant au doctorat en ethnologie à l'Université Laval à Québec

Le costume paysan de l'époque

Depuis le régime français la confection des vêtements au Québec est basée sur une technique que nos ancêtres ont mise au point, par nécessité, à une époque où les impératifs de la vie commandaient l'économie et la conservation des ressources. Sous l'influence d'un milieu physique marqué principalement par la rigueur de l'hiver, on optait pour un vêtement résistant et chaud.

Notre propos est d'étudier le costume paysan à partir de l'iconographie des troubles 1837-1838 afin de saisir un peuple et ses coutumes vestimentaires. Le vêtement d'alors révèle, par sa façon de vêtir, la capacité d'adaptation et exprime en même temps les rapports entre le nécessaire et l'accessoire, entre l'utile et l'agréable.

Depuis la conquête, l'abondance de tissus anglais au pays du Québec n'empêche pas la fabrication de toiles et d'étoffes du pays. Sous le coup de la nécessité, d'abord, mais aussi durant les années qui précèdent l'insurrection de 1837-1838 où l'étoffe du pays est un symbole d'affirmation nationale, le port du tissu domestique deviendra chose courante. Il faut se rappeler que le chef des Patriotes, Louis-Joseph Papineau, avait demandé aux gens du pays de boycotter les importations anglaises afin d'exercer des pressions économiques sur les marchands anglais. Les parlementaires patriotes, pour donner, à la fois l'exemple à la population et défier les autorités anglaises,

s'habillent du tissu domestique pour siéger à l'assemblée de Québec. C'est ainsi, vêtus de capots d'étoffe du pays avec des boutons de corne, des bonnets de laine, des crêmones tricolores, des bottes sauvages et des ceintures fléchées, que les habitants ouvrent le feu contre les régiments anglais à Saint-Denis-sur-Richelieu le 23 novembre 1837.

L'illustration connue du "patriote" nous permet de reconstituer une description assez juste du costume de l'habitant de l'époque. Chaque pièce de vêtement résume, à sa façon, la place exacte et l'importance qui lui étaient alors accordées. Des indices tels que les morceaux de tissu raccommodés sur le pantalon, révèlent des détails précieux sur les pièces vestimentaires, leur degré d'usage, leur provenance, leur valeur marchande ou symbolique.

Le raccommodage de pièces aux genoux que l'on a pris le temps de faire pour prolonger la vie du pantalon d'étoffe du pays met en évidence le souci de l'entretien du vêtement. Nous pouvons penser que, vu la cherté du vêtement neuf et le temps de travail important que la confection à la maison exigeait, les habitants usaient leur linge jusqu'à la trame, et qu'ils ne le remplaçaient qu'à la dernière limite de sa résistance. En général, l'iconographie montre que le paysan porte un costume peu compliqué, mais très bien adapté aux rigueurs du climat québécois. Les quelques variantes indiquent que le port de la tuque de

laine n'est pas aussi répandu que celui du bonnet de laine (qui est l'ancêtre de la tuque). Une autre particularité: les uns portent les souliers de boeuf tandis que les autres portent les bottes sauvages avec de grands bas de laine dits "bas-de-chaussures".

Deux autres traits s'imposent: la tendance à l'uniformisation des vêtements féminins et la conformité des vêtements d'enfants à ceux des adultes. Le costume féminin est réduit à sa plus simple expression: une chemise de toile ou de tissage en lin, une jupe en droguet, en molleton, de toile ou de serge. Les couleurs des jupes sont, pour la plupart, très sobres. La longueur du vêtement semble atteindre le mollet, c'est-à-dire la mi-jambe. Un mouchoir de cou, une coiffe terminant parfois le costume. Les souliers sont le plus souvent de "boeuf".

Pour la confection des vêtements, les femmes disposent à la maison de droguet, de drap, d'étoffe ou de toile "du pays", plus rugueux certes que les tissus européens, mais plus résistants et plus chauds. Ainsi, pour nos ancêtres, habiter au pays du Québec signifiait bien des changements, dont celui de la fabrication de vêtements efficaces. L'iconographie nous offre un bon exemple de ce phénomène d'adaptation.

Guy Toupin, étudiant au doctorat en ethnologie à l'Université Laval à Québec

De la cave au grenier

Dans la première moitié du XIXe siècle, l'habitat subit de multiples transformations. Suivant les influences anglo-saxonnes d'après la Conquête et celle des loyalistes américains, notre architecture a perdu graduellement son caractère d'homogénéité et d'unité de la période française.

C'est au cours de cette période que s'est affirmée la maison dite "québécoise", mieux adaptée aux contraintes climatiques du pays. Un usage intelligent et nouveau des matériaux locaux et l'amélioration des techniques de chauffage ont permis une meilleure domestication de l'hiver. L'architecture dominante des années 1800 à 1850 est celle de la maison de forme rectangulaire ou carrée à deux étages fait de pierre ou de bois (pièce sur pièce) lambrissées de planche emboutée à la verticale et enduite à la chaux. La toiture était à deux versants, en pente douce ou aigue, recouverte de bardage de cèdre ou de tôle à baguette dite "à la canadienne".

Plusieurs modifications seront apportées à la structure. On surélève les fondations et un larmier plus prononcé protège de l'eau le solage et abrite la galerie. Contre les rigueurs du climat on lambrisse les murs, on double les portes et les fenêtres. Cette transformation de l'architecture s'est répercutée sur les façons de vivre et d'habiter l'espace intérieur.

L'espace domestique...

Qu'on entre par une porte ou l'autre on arrive toujours dans la salle commune. Cette pièce, la plus grande de la maison, occupe plus de la moitié du rez-de-chaussée. Servant à plus d'un usage, c'est à la fois la salle à manger, la buanderie et l'atelier. C'est ici que se prennent les repas, qu'on s'y repose et qu'on s'amuse au gré des fêtes, des corvées et de la quotidienneté.

Dans cette pièce on trouve l'essentiel du mobilier. Près de la porte d'entrée, le banc à sceau où l'on dispose de l'eau potable servant à l'usage quotidien. Au centre ou rangée contre le mur, la grande table, servant à la fois pour les repas et les menus travaux. Tout autour autant de chaises que de convives. Faites de bois d'assemblage à fond paillé ou tressé, elles sont accompagnées parfois d'un grand banc. Plus loin sur le mur nord, afin de mieux conserver les aliments, se dresse fièrement l'armoire, symbole d'aisance, par sa facture et sa prestance. Certains habitants en possèdent même deux, la deuxième servant à ranger la lingerie. Des meubles de rangement, le coffre occupe avec l'armoire une place importante. Il sert à la fois à déposer les objets précieux ou à ranger les outils et autres effets courants. L'armoire et le coffre font généralement partie de la dot apportée par l'épouse lors du mariage.

On ne peut parler du mobilier sans mentionner le fameux "banc de quêteux". Placé tout près de la porte, il sert à la fois de lit pour les mendiants et d'espace de rangement. Au besoin on dispose dans le fond une paille de paille que l'on range au grenier. Les quêteux sont toujours les bienvenus. Circulant de village en villa-



Intérieur d'une maison de la région de Rigaud, milieu du XIXe siècle.

ge, ils colportent les nouvelles de parents éloignés et le soir venu mettent à contribution leur talent de conteurs.

De l'ensemble du mobilier, le poêle à bois fait incontestablement l'orgueil de l'habitant. Le poêle remplace graduellement le foyer de maçonnerie, offrant plus de chaleur et de confort. Certains habitants en possèdent jusqu'à deux et parfois trois qu'on place dans la salle commune et au premier étage. Plusieurs proviennent des forges du Saint-Maurice.

C'est aussi dans la salle commune que l'on range la huche à pétrir et à "serrer" le pain. Dans certains cas, elle sert de garde-manger et d'entrepôt à farine. Comme nous le constatons, l'ensemble du mobilier traditionnel est utilisé à plus d'un usage.

Outre la grande salle, le rez-de-chaussée compte généralement une ou deux chambres. De facture modeste, le mobilier se compose d'un lit ou de plusieurs petits lits, selon les besoins, d'une armoire à linge ou d'une commode à plusieurs tiroirs et parfois d'un coffre et d'une chaise.

De mai à septembre il arrive que les enfants dorment à l'étage. C'est par un escalier étroit que l'on y accède. Le deuxième sert davantage à remiser les objets inutiles et ceux que l'on emploie épisodiquement. Une partie du grenier est utilisée comme réserve à grain et pour entreposer certaines denrées alimentaires. Celui-ci ne sera véritablement occupé que vers la fin de la première moitié du XIXe siècle.

Dans l'ensemble, l'univers intérieur de l'habitant est fonctionnel et utilitaire. Le mobilier est réduit à sa plus simple expression. A ces quelques pièces il faut ajouter les nombreux objets domestiques tels que jarres, lanternes, boîtes de sel, objets de fonte et de ferblanterie qui font partie de l'environnement de l'habitant et qui donnent à l'intérieur tout son sens d'espace habité.

Cette période entourant les années 1800 à 1850 est à une charnière entre deux mondes. Celle de son appartenance à la culture française et celle de son adaptation empreinte d'influences nouvelles qui marqueront profondément notre culture matérielle.

Christian Denis, étudiant à la maîtrise en études québécoises à l'Université du Québec à Trois-Rivières

L'école publique à Trois-Rivières au temps des patriotes

Née de la charité publique et de l'Eglise, au temps de la Nouvelle-France, l'école vit difficilement la Conquête, la mise en place d'un nouvel ordre politique. Les lois de 1801, 1824, 1829, autant de moments importants dans l'implantation d'un réseau d'écoles publiques.

Dans le contexte de l'adoption de ces lois, grâce à la générosité des personnes préoccupées par le problème de l'ignorance chez les enfants les plus défavorisés de Trois-Rivières et de la Banlieue, une société d'éducation est établie à Trois-Rivières lors d'une assemblée tenue le 9 novembre 1830.

Son premier président fut le juge Vallières de Saint-Réal. Trois syndics furent nommés par les citoyens et le gouvernement accorda une subvention de 500 courants. Un terrain, rue Saint-Pierre, fut immédiatement acheté, une maison était ouverte en deux branches: l'une anglaise, l'autre française, dirigées toutes les deux par Hubert Lassissaray.

En 1837, 86 élèves recevaient l'instruction dans l'école française et 45 dans l'école anglaise. En butte à des difficultés financières de plus en plus grandes, l'aide du gouvernement manquant à la suite de la querelle parlementaire, et les souscriptions des citoyens tardant à entrer, la Société dut fermer le 11 mai 1840 la branche anglaise dans son école.

En 1840, avec l'Union du Haut et du Bas-Canada, il fallut rediscuter à nouveau l'organisation de l'éducation publique. En 1841, une première mesure législative relança le réseau scolaire public dans la vallée du Saint-Laurent. Cette loi divisait le territoire du Bas-Canada en districts municipaux pour des fins scolaires. Elle créait également le poste de surintendant de l'Instruction publique.

L'Instruction, à partir de 1843, fit un progrès marquant aux Trois-Rivières comme à la Banlieue. En effet, les syndics recevaient à nouveau une aide financière de la Législature. Le livre des comptes de la Société pour l'année 1843-1844 indique que des salaires sont versés à deux institutrices de la Banlieue (demoiselle Rose Bélisle à une dame Lagacée), à un instituteur de la ville (Peter Scannell) et qu'un soutien financier est versé à l'école chrétienne de la ville (école du presbytère).

Au cours de toutes ces années, le curé de Trois-Rivières, futur évêque du diocèse, monsieur Thomas Cooke, ne cessa de veiller à l'Instruction publique des citoyens de la ville et de la banlieue. A sa demande, trois frères des Ecoles chrétiennes arrivèrent à Trois-Rivières pour prendre la direction de l'école de la Société d'éducation, sise rue Saint-Pierre. L'établissement, appelé Ecole Sainte-Ursule, ouvert le 4 octobre, compta dès le premier jour 280 élèves, soit près d'une centaine par classe. L'historique de la maison nous apprend que la Fabrique et les paroissiens firent les frais d'achat du mobilier de la communauté et des classes. La Société d'éducation pourvoyait au traitement des Frères et aux dépenses de l'école par une quête faite chaque dimanche et par des souscriptions volontaires. Agrandie en 1862, 1873 et 1897, cette école a été démolie en novembre 1927.

Ajoutons enfin que la première réunion des Commissaires élus à la faveur de la loi du 9 juin 1846 s'est tenue le 28 septembre et qu'en 1860 l'administration scolaire passa sous la juridiction municipale, les conseillers devenant aussi commissaires d'école. Cette union du scolaire et du municipal prévaudra jusqu'en 1929, année où la Commission scolaire est devenue à nouveau autonome.

Adrien Proulx, directeur du service de l'enseignement à la Commission scolaire de Trois-Rivières

HOMMAGE AUX PATRIOTES

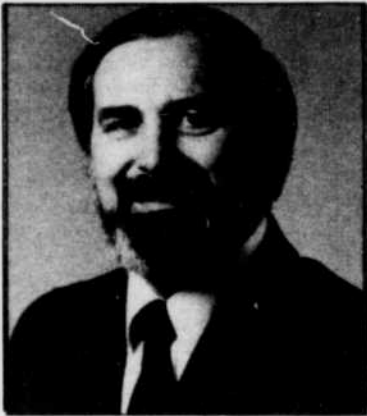
Les causes pour lesquelles on meurt sont celles qui ne meurent pas!



449, rue Notre-Dame, Drummondville (Québec) J2B 2K9

Société Saint-Jean-Baptiste du Centre du Québec inc.

Tél. (819) 478-2519



HOMMAGE AUX PATRIOTES POUR LEUR 150^e ANNIVERSAIRE

Jean-Pierre Jolivet

La Société Saint-Jean-Baptiste
de la Mauricie

3239, Papineau, C.P. 1059
Trois-Rivières, Québec G9A 5K5
Tél.: (819) 375-4881



AU TEMPS DES PATRIOTES 150 ANS APRÈS...

- Fondée au coeur d'une lutte patriotique qui est à l'origine de la démocratie de nos institutions politiques;
- Ayant été pendant toutes ces années la conscience historique du peuple québécois en rapport avec ces événements;
- Ayant été porteuse des revendications des patriotes depuis ce temps;
- Assurée que plusieurs de ces revendications sont encore actuelles aujourd'hui;
- Considérant que le rappel de ce moment de notre histoire peut nous aider à mieux comprendre notre réalité actuelle en tant que peuple québécois;

La S.S.J.B. de la Mauricie est heureuse de s'associer avec tous les organismes et individus préoccupés par la défense et la promotion des intérêts du peuple québécois pour souligner le courage de ces hommes et de ces femmes, qui se sont engagés pour améliorer leurs conditions de vie.

IL Y A DÉJÀ 150 ANS!



150^e anniversaire des Patriotes de 1837

*Un moment de notre histoire
qu'il fallait souligner*



Université du Québec à Trois-Rivières